



N° 2010

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 4 novembre 2009.

PROJET DE LOI

*autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération
établissant un partenariat entre les **Communautés européennes**
et leurs **États membres**, d'une part, et le **Turkménistan**, d'autre part,*

(Renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution
d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. François FILLON,
Premier ministre,

PAR M. Bernard KOUCHNER,
ministre des affaires étrangères et européennes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser la ratification de l'accord de partenariat et de coopération (APC) signé le 25 mai 1998 à Bruxelles entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part.

Cet accord porte à la fois sur des matières relevant de la compétence communautaire, telles ses stipulations commerciales, et sur des matières relevant, au moins pour partie, de celles des États membres, telles ses stipulations en matière de dialogue politique et de coopération judiciaire en matière pénale. Il s'agit en conséquence d'un accord mixte qui doit, pour entrer en vigueur, être également approuvé ou ratifié par les États membres.

Conclu pour une durée de 10 ans renouvelable par tacite reconduction d'année en année, cet accord remplacera l'accord de commerce et de coopération signé avec l'ancienne Union soviétique le 18 décembre 1989 (entré en vigueur le 1^{er} avril 1990) au titre duquel un comité joint se réunit notamment une fois par an (article 22).

L'APC fait référence, dans son article 2, au respect de la démocratie et des droits fondamentaux de l'homme, comme des éléments essentiels. Il contient également des clauses sur la lutte contre le terrorisme et les armes de destruction massive.

L'article 100 de l'accord précise que la date d'entrée en vigueur de cet accord sera le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle toutes les parties consentantes auront notifié au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne l'accomplissement de leurs procédures d'approbation.

Les dispositions relevant de la compétence communautaire auraient dû entrer en vigueur par anticipation, dans le cadre d'un accord intérimaire signé le 24 février 1998 à Bruxelles et destiné à couvrir la période précédant l'entrée en vigueur de l'APC. Cet accord concerne le commerce et les mesures connexes au commerce. La commission des affaires étrangères a adopté un avis sur l'accord intérimaire le 26 mai 2000 (mais la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, compétente au fond, a décidé de ne pas donner suite à son rapport, en raison de la situation

des droits de l'homme). Cette décision a été confirmée par les résolutions adoptées en séance plénière en mars 2001 et octobre 2003.

Dans le même temps, le Parlement européen, dont l'accord est requis, pour procéder à la ratification de l'accord de partenariat et de coopération signé le 25 mai 1998, a approuvé un projet de résolution, à l'automne 2006, stipulant que la ratification de cet accord ne devait pas être examinée pour le moment.

Ceci étant, des changements internes significatifs sont intervenus suite à la mort du Président Niyazov, le 21 décembre 2006. Par ailleurs, l'Union européenne et les États membres mettent en œuvre la Stratégie de l'UE pour l'Asie centrale adoptée par le Conseil européen de juin 2007, qui vise à renforcer les liens entre l'UE et les cinq ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale. Ce nouveau contexte a conduit le Conseil, fin décembre 2008, à demander un rapport des chefs de mission sur la situation des droits de l'homme dans le pays, dont les conclusions seront transmises pour avis au Parlement européen, afin qu'il puisse se prononcer sur l'opportunité de l'entrée en vigueur de l'accord intérimaire.

Il ressort notamment de ce rapport que les réformes engagées par le Président G. Berdimouhamedov gardent un caractère erratique et inachevé, mais que, pour permettre la concrétisation des velléités de réformes turkmènes et contribuer concrètement à l'amélioration du respect des libertés individuelles et collectives dans le pays, l'Union européenne ne devrait pas mener une politique d'isolement. La qualité du dialogue instauré depuis la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE, en particulier à travers les activités du Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale, encourage à poursuivre sur la voie d'une coopération exigeante répondant à la nouvelle disponibilité des autorités turkmènes.

Le Parlement européen a finalement donné le 22 avril dernier un avis favorable à la conclusion de l'accord intérimaire avec le Turkménistan sur le commerce et les mesures d'accompagnement.

À cette date, douze des quinze États membres de l'UE signataires de l'accord ont procédé à sa ratification. Un simple protocole de ratification sera nécessaire pour les États membres ayant adhéré à l'UE après 2004. De son côté, le Turkménistan a ratifié cet accord le 11 février 2004.

1° Contenu de l'accord :

Le texte de l'accord est très proche des autres accords de partenariat et de coopération signés avec les États de la CEI.

Son article 1^{er} en expose les objectifs :

- soutenir l'indépendance et la souveraineté du Turkménistan ;
- soutenir les efforts accomplis par la Turkménistan pour consolider sa démocratie, développer son économie et son infrastructure sociale et mener à son terme son processus de transition vers une économie de marché ;
- fournir un cadre approprié au dialogue politique entre les parties afin de permettre le développement de relations politiques étroites entre elles ;
- promouvoir les échanges et les investissements, en particulier dans le secteur énergétique, et les relations économiques harmonieuses entre les Parties afin de favoriser leur développement économique durable ;
- jeter les bases d'une coopération dans les domaines législatifs, économique, social, financier, scientifique civil, technologique et de la coopération culturelle.

2° Préambule et principes généraux :

- le préambule souligne « l'importance capitale de l'État de droit et du respect des droits de l'homme, notamment de ceux des personnes appartenant à des minorités » ; il reconnaît et soutient « la volonté du Turkménistan d'établir une coopération étroite avec les institutions européennes », la volonté des parties de promouvoir la paix et la sécurité internationale et le règlement pacifique des conflits, de renforcer les libertés politiques et économiques qui « constituent la base même du partenariat », d'encourager les processus de coopération régionale. Il reconnaît que « le soutien de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Turkménistan contribue à sauvegarder la paix et la stabilité en Asie centrale ». Il rappelle également que l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu le statut de neutralité permanente déclarée par le Turkménistan, et exprimé son soutien à ce statut ;

- il est établi un lien (**titre I^{er}**, article 2) entre le respect de la démocratie et des droits fondamentaux de l'homme, ainsi que des principes de l'économie de marché qui « constituent les éléments essentiels du

partenariat » et la pleine mise en œuvre de l'accord. Dans l'hypothèse d'une violation desdits éléments, la Communauté pourra, en vertu des dispositions de l'article 94 et de la déclaration commune relative à cet article, prendre les mesures appropriées en cas d'urgence spéciale, pouvant aller jusqu'à la suspension de l'accord. L'accent est également mis (article 3) sur la nécessité de maintenir et développer la coopération régionale entre les États issus de l'ex-URSS ainsi que des relations de bon voisinage.

Dialogue politique (titre II)

Les objectifs du dialogue politique sont les suivants :

- renforcer les liens entre le Turkménistan et l'UE ;
- accroître la convergence de positions sur les problèmes internationaux, favorisant ainsi la sécurité et la stabilité dans la région ;
- coopérer dans les domaines concernant le respect des principes de la démocratie et le respect des droits de l'homme, notamment ceux des personnes appartenant à des minorités.

Les modalités d'exercice de ce dialogue politique sont prévues dans les dispositions institutionnelles, générales et finales (titre XI, articles 77 et suivants) :

- au niveau ministériel, le dialogue se déroulera dans le cadre d'un Conseil de coopération, assisté d'un comité de coopération au niveau des hauts fonctionnaires, qui se réuniront une fois par an ;
- une commission parlementaire de coopération se réunira également, associant membres du Parlement tadjik et membres du Parlement européen. L'article précise en outre que le dialogue politique peut se dérouler sur une base régionale.

Échanges de marchandises (titre III)

Il s'agit d'un accord non préférentiel, sans clause évolutive vers la création d'une zone de libre-échange. Les parties s'octroient mutuellement le statut de la nation la plus favorisée. Pendant un période transitoire de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur de l'accord, le Turkménistan pourra toutefois accorder un traitement plus avantageux aux autres États nés de la dissolution de l'URSS. L'accord prévoit également la liberté de transit et interdit toute restriction quantitative aux échanges. Le commerce des

matières nucléaires est régi par les dispositions du traité Euratom, sans préjudice d'un éventuel accord spécifique à conclure en la matière entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et le Turkménistan.

Une clause de sauvegarde analogue à celle du GATT permet aux parties de se consulter et de prendre des mesures appropriées lorsque les importations augmentent dans des conditions et des quantités telles qu'elles soient de nature à porter préjudice aux producteurs nationaux. Des mesures anti-dumping ou compensatoires peuvent également être prises.

Commerce et investissements (titre IV)

– emploi (chapitre I^{er}) : l'objectif de l'accord est d'éviter toute discrimination d'une des parties en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement à l'égard des ressortissants de l'autre partie légalement employés sur son territoire ;

– établissement et activité des sociétés (chapitre II) : le Turkménistan accorde le traitement national ou le statut de la nation la plus favorisée (selon le régime le plus favorable) ; la Communauté accorde le traitement de la nation la plus favorisée pour l'établissement des sociétés turkmènes et le traitement national pour leurs activités ;

– services (chapitre III) : l'accord encourage la libéralisation progressive des services transfrontaliers ; des dispositions particulières régissent les transports maritimes internationaux (article 29) ;

– paiement courant et capitaux (chapitre IV) : le transfert de paiements et de capitaux est libre, notamment s'il est lié à des opérations commerciales ou à des investissements directs.

– propriété intellectuelle, industrielle et commerciale (chapitre VI) : le Turkménistan doit s'efforcer d'améliorer la protection des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale et d'atteindre, cinq ans après l'entrée en vigueur de l'accord, un niveau de protection similaire à celui de la Communauté, y compris les moyens prévus pour assurer le respect de ces droits.

Domaines de coopération (titre V à X)

– législative (titre V) : les parties conviennent d'œuvrer au rapprochement de leur législation, condition importante du renforcement de leurs liens économiques ; l'Union fournira une assistance technique à cette fin, notamment dans les secteurs suivants : douanes, services bancaires,

comptabilité et fiscalité, protection des travailleurs, propriété intellectuelle, services financiers, environnement, marchés publics, vie des personnes, protection des animaux et végétaux, normes, transports et matières nucléaires ;

– économique (titre VI) : la coopération vise à favoriser la réforme économique, la reconstruction et le développement durable au Turkménistan ; elle concerne de nombreux secteurs : échanges de biens et services, promotion des investissements, coopérations industrielles, marchés publics, matières premières, sciences et technologie, éducation et formation, agriculture, énergie, environnement et santé, transports, services postaux et communications électroniques, services financiers, développement régional, secteur social, tourisme, petites et moyennes entreprises, information, protection des consommateurs, douanes (un protocole d'assistance mutuelle est joint à l'accord), statistiques et sciences économiques, restructuration et privatisation des entreprises ;

– démocratie et droits de l'homme (titre VII) : la coopération concerne toute question relative à l'établissement et au renforcement des institutions démocratiques, notamment celles requises pour renforcer l'État de droit et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

– prévention des activités illégales et contrôle de l'immigration clandestine (titre VIII) : la coopération couvre le domaine économique, y compris la corruption et les transactions illégales portant sur les marchandises (déchets industriels ; armes), la contrefaçon. Elle porte également sur le blanchiment d'argent, la lutte contre la drogue, et l'immigration clandestine ;

– culturelle (titre IX) : les parties s'engagent à promouvoir la coopération culturelle ;

– financière en matière d'assistance technique (titre X) : le Turkménistan bénéficie d'une assistance technique de la Communauté (Takis puis Instrument de coopération au développement à compter de 2007).

3° Portée de l'accord et intérêt pour la France

À travers la signature de cet accord, l'Union européenne entend renforcer sa présence en Asie centrale, région pour laquelle une Stratégie prévoyant un renforcement du dialogue politique et de la coopération a été adoptée en juin 2007 par le Conseil européen. Il est de l'intérêt de l'UE de

contribuer à l'ouverture et à la démocratisation de ce pays, tout en s'efforçant de proposer un modèle de développement différent du modèle russe.

Il est tout aussi important que l'Union puisse développer ses relations commerciales et accéder aux ressources énergétiques de la région. À ce titre, les réserves d'hydrocarbures (gaz) du Turkménistan sont conséquentes et font d'Achgatbat un partenaire important en matière de sécurité énergétique pour l'UE. D'après des audits récents, les réserves gazières du Turkménistan le classeraient au 3^e ou 4^e rang mondial. Actuellement, l'ensemble du gaz turkmène transite vers l'Europe par les gazoducs russes. La diversification des voies d'approvisionnement du gaz turkmène est directement liée au projet NABUCO.

Une déclaration unilatérale du gouvernement français concerne l'exclusion des PTOM du champ d'application de l'accord, en vertu du traité instituant la Communauté européenne.

Pour la France, cet accord permettra de renforcer notre coopération économique dans un pays qui s'ouvre aux investissements étrangers et qui accueille d'ores et déjà les activités de sociétés françaises importantes.

Il permettra de renforcer le dialogue politique avec un pays dont la situation géostratégique, à la frontière de l'Iran et de l'Afghanistan en particulier, en font un acteur incontournable de la stabilisation de la région.

Alors que le pays met en œuvre prudemment des réformes démocratiques, l'accord permettra de mieux l'accompagner dans ce processus difficile en coopérant au mieux autour de menaces et enjeux communs : trafic de stupéfiants, radicalisation religieuse, diversification énergétique, droits de l'homme.

L'accord permettra de coopérer, dans les mêmes conditions qu'avec les quatre autres pays d'Asie centrale, et de maintenir ainsi une approche équilibrée.

*

Telles sont les principales observations qu'appelle l'accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Turkménistan d'autre part qui, comportant des dispositions de nature législative, est soumis au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part, délibéré en conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par le ministre des affaires étrangères et européennes, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée la ratification de l'accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part (ensemble cinq annexes, un protocole et un acte final), signé à Bruxelles le 25 mai 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 4 novembre 2009.

Signé : François FILLON

Par le Premier ministre :

*Le ministre des affaires étrangères
et européennes*

Signé : Bernard KOUCHNER

A C C O R D

de partenariat et de coopération établissant
un partenariat entre les Communautés
européennes et leurs Etats membres, d'une part,
et le Turkménistan, d'autre part
(ensemble cinq annexes,
un protocole et un acte final),
signé à Bruxelles le 25 mai 1998

A C C O R D

de partenariat et de coopération établissant un partenariat
entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part
et le Turkménistan, d'autre part,
(ensemble cinq annexes, un protocole et un acte final)

Le Royaume de Belgique ;
Le Royaume de Danemark ;
La République fédérale d'Allemagne ;
La République hellénique ;
Le Royaume d'Espagne ;
La République française ;
L'Irlande ;
La République italienne ;
Le Grand-Duché de Luxembourg ;
Le Royaume des Pays-Bas ;
La République d'Autriche ;
La République portugaise ;
La République de Finlande ;
Le Royaume de Suède ;
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Parties au traité instituant la Communauté européenne, au
traité instituant la Communauté européenne du charbon et de
l'acier et au traité instituant la Communauté européenne de
l'énergie atomique,
ci-après dénommés Etats membres, et
la Communauté européenne, la Communauté européenne de
l'énergie atomique et la Communauté européenne du charbon et
de l'acier,
ci-après dénommées Communauté,
d'une part, et
La République du Turkménistan,
d'autre part,

Considérant les liens existant entre la Communauté, ses Etats
membres et le Turkménistan et les valeurs communes qu'ils
partagent,

Reconnaissant que, la Communauté et le Turkménistan sou-
haitent renforcer ces liens et établir un partenariat et une coopé-
ration qui approfondiraient et étendraient les relations précédem-
ment établies entre elles, notamment par l'accord entre la
Communauté économique européenne et la Communauté euro-
péenne de l'énergie atomique et l'Union des républiques socia-
listes soviétiques concernant le commerce et la coopération
commerciale et économique, signé le 18 décembre 1989 ;

Considérant la volonté de la Communauté et de ses Etats
membres et du Turkménistan de renforcer les libertés politiques
et économiques qui constituent la base même du partenariat ;

Reconnaissant que dans ce contexte, le soutien de l'indépen-
dance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Turk-
ménistan contribue à sauvegarder la paix et la stabilité en Asie
centrale ;

Constatant que l'Assemblée générale des Nations unies a
reconnu le statut de neutralité permanente déclarée par le Turk-
ménistan, et a exprimé son soutien à ce statut ;

Considérant la volonté des Parties de promouvoir la paix et la
sécurité internationales et le règlement pacifique des conflits et
de coopérer à cette fin dans le cadre des Nations unies et de
l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
(OSCE) ;

Considérant que la Communauté, ses Etats membres et le
Turkménistan se sont fermement engagés à mettre intégralement
en œuvre toutes les dispositions et tous les principes contenus
dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopéra-
tion en Europe (CSCE), dans les documents de clôture des
conférences de suivi de Madrid et de Vienne, dans les docu-
ments de la Conférence CSCE de Bonn sur la coopération
économique, dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe
et dans le document « Les défis du changement » de la CSCE
d'Helsinki de 1992, ainsi que d'autres documents fondamentaux
de l'OSCE ;

Convaincus de l'importance capitale de l'Etat de droit et du
respect des droits de l'homme, notamment de ceux appartenant
à des minorités, de la mise en place d'un système fondé sur le
multipartisme et des élections libres et démocratiques et de la
libéralisation économique visant à instaurer une économie de
marché ;

Estimant que la mise en œuvre intégrale du présent Accord
de partenariat et de coopération présuppose et contribuera à la
poursuite et à l'accomplissement des réformes politiques, juri-
diques et économiques au Turkménistan ainsi qu'à la mise en
place des facteurs nécessaires à la coopération, notamment à la
lumière des conclusions de la Conférence CSCE à Bonn ;

Désireux d'encourager le processus de coopération régionale
dans les domaines couverts par le présent Accord avec les pays
voisins en vue de promouvoir la prospérité et la stabilité de la
région ;

Désireux d'établir et de développer un dialogue politique
régulier sur les questions bilatérales et internationales d'intérêt
commun ;

Reconnaissant et soutenant la volonté du Turkménistan d'éta-
blir une coopération étroite avec les institutions européennes ;

Considérant la nécessité de promouvoir les investissements au
Turkménistan, notamment dans le secteur de l'énergie, et dans
ce contexte l'importance attachée par la Communauté et ses
Etats membres à des conditions équitables pour l'accès aux pro-
duits énergétiques, leur transit et leur exportation ; confirmant
l'attachement de la Communauté, de ses Etats membres et du
Turkménistan à la Charte européenne de l'énergie et à la mise
en œuvre intégrale du traité sur la charte de l'énergie et du pro-
tocol de la charte de l'énergie sur l'efficacité énergétique et les
aspects environnementaux connexes ;

Tenant compte de la volonté de la Communauté d'assurer,
selon les besoins, une coopération économique et une assistance
technique ;

Sachant que l'accord peut favoriser un rapprochement progressif entre le Turkménistan et une zone plus vaste de coopération en Europe et dans les régions limitrophes, ainsi que son intégration progressive dans le système commercial international ouvert ;

Considérant que les Parties se sont engagées à libéraliser les échanges, conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;

Conscients de la nécessité d'améliorer les conditions affectant le commerce et les investissements, ainsi que les conditions dans des domaines tels que l'établissement de sociétés, l'emploi, la prestation de services et la circulation des capitaux ;

Convaincus que le présent Accord créera entre les Parties un climat nouveau pour leurs relations économiques, notamment pour le développement du commerce et des investissements, instruments essentiels de la restructuration économique et de la modernisation technologique ;

Désireux d'instaurer une coopération étroite dans le domaine de la protection de l'environnement compte tenu de l'interdépendance existant en cette matière entre les Parties ;

Reconnaissant que la coopération pour la prévention et le contrôle de l'immigration clandestine, du crime organisé international et du trafic de stupéfiants constitue un des objectifs prioritaires du présent Accord ;

Désireux d'instaurer une coopération culturelle et de développer les échanges d'informations,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Article 1^{er}

Un partenariat est établi entre la Communauté et ses Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part. Ses objectifs sont les suivants :

- soutenir l'indépendance et la souveraineté du Turkménistan ;
- soutenir les efforts accomplis par le Turkménistan pour consolider sa démocratie, développer son économie et mener à son terme son processus de transition vers une économie de marché ;
- fournir un cadre approprié au dialogue politique entre les Parties afin de permettre le développement de relations politiques étroites entre elles ;
- promouvoir les échanges et les investissements, en particulier dans le secteur énergétique, et les relations économiques harmonieuses entre les Parties afin de favoriser leur développement économique durable ;
- jeter les bases d'une coopération dans les domaines législatif, économique, social, financier, scientifique civil, technologique et de la coopération culturelle,

TITRE I^{er}

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 2

Le respect de la démocratie et des droits fondamentaux de l'homme consacrés notamment par la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations unies, l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, ainsi que des principes de l'économie de marché, énoncés notamment dans les documents de la Conférence CSCE de Bonn, inspire les politiques intérieures et extérieures des Parties et constitue un élément essentiel du présent Accord.

Article 3

Les Parties considèrent qu'il est essentiel pour leur prospérité et leur stabilité futures que les nouveaux Etats indépendants issus de la dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques, ci-après dénommés « Etats indépendants », maintiennent et développent leur coopération conformément aux principes de l'Acte final d'Helsinki et au droit international, ainsi que des relations de bon voisinage, et uniront tous leurs efforts pour favoriser ce processus.

TITRE II

DIALOGUE POLITIQUE

Article 4

Un dialogue politique régulier est instauré entre les Parties, qu'elles entendent développer et renforcer. Il accompagne et

consolide le rapprochement de la Communauté et du Turkménistan, appuie les changements politiques et économiques en cours dans ce pays et contribue à créer de nouvelles formes de coopération. Le dialogue politique :

- renforcera les liens du Turkménistan avec la Communauté et ses Etats membres et, partant, avec l'ensemble de la Communauté des nations démocratiques. La convergence économique réalisée grâce au présent accord conduira à une intensification des relations politiques ;
- entraînera une plus grande convergence des positions sur les questions internationales d'intérêt commun, augmentant ainsi la sécurité et la stabilité ;
- prévoira que les Parties s'efforcent de coopérer dans des domaines concernant le respect des principes de la démocratie et le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme, notamment ceux des personnes appartenant à des minorités, et se consultent, si nécessaire, sur les questions pertinentes.

Ce dialogue peut se dérouler sur une base régionale.

Article 5

Au niveau ministériel, le dialogue politique se déroule au sein du Conseil de coopération institué par l'article 77 ou à d'autres occasions, sur accord mutuel.

Article 6

D'autres procédures et mécanismes de dialogue politique sont mis en place par les Parties, notamment sous les formes suivantes :

- réunions régulières de hauts fonctionnaires représentant la Communauté et ses Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part ;
- pleine utilisation des voies diplomatiques entre les Parties, notamment par des contacts appropriés dans un cadre bilatéral ou multilatéral, à l'occasion par exemple des réunions des Nations unies, de l'OSCE ou dans d'autres enceintes ;
- tous autres moyens, tels que les réunions d'experts, susceptibles de contribuer à consolider et à développer le dialogue politique.

TITRE III

ÉCHANGES DE MARCHANDISES

Article 7

1. Les parties s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne :

- les droits de douane et les taxes à l'importation et à l'exportation, y compris le mode de perception de ces droits et taxes ;
- les dispositions relatives au dédouanement, au transit, aux entrepôts et au transbordement ;
- les taxes et autres impositions internes de toute nature appliquées directement ou indirectement aux marchandises importées ;
- les méthodes de paiement et le transfert de ces paiements ;
- les règles régissant la vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des marchandises sur le marché intérieur.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas :

- a) Aux avantages octroyés dans le but de créer une union douanière ou une zone de libre-échange ou découlant de la création d'une telle union ou zone ;
- b) Aux avantages octroyés à certains pays conformément aux règles de l'OMC et à d'autres arrangements internationaux en faveur des pays en développement ;
- c) Aux avantages accordés aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas, pendant une période de transition expirant le 31 décembre 1998, aux avantages définis à l'annexe I et octroyés par le Turkménistan aux autres Etats nés de la dissolution de l'URSS.

Article 8

1. Les parties conviennent que le principe de la liberté de transit des marchandises est une condition essentielle pour la réalisation des objectifs du présent Accord.

A cet égard, chaque Partie garantit le transit sans restrictions via ou à travers son territoire, des marchandises originaires du territoire douanier ou destinées au territoire douanier de l'autre partie.

2. Les règles visées à l'article V, paragraphes 2, 3, 4 et 5 du GATT sont applicables entre les deux parties.

3. Les règles contenues dans le présent article s'entendent sans préjudice de toute autre règle spéciale convenue entre les Parties et relative à des secteurs spécifiques, en particulier les transports, ou à des produits.

Article 9

Sans préjudice des droits et obligations découlant des conventions internationales sur l'admission temporaire de marchandises qui lient les deux Parties, chaque Partie octroie à l'autre Partie l'exemption des droits et taxes d'importation sur les marchandises admises temporairement, dans les cas et selon les procédures stipulées par toute autre convention internationale qui la lie, conformément à sa législation. Il sera tenu compte des conditions dans lesquelles les obligations découlant d'une telle convention ont été acceptées par la partie en question.

Article 10

1. Les marchandises originaires du Turkménistan sont importées dans la Communauté en dehors de toute restriction quantitative ou mesure d'effet équivalent, sans préjudice des dispositions des articles 12, 15 et 16 du présent Accord.

2. Les marchandises originaires de la Communauté sont importées au Turkménistan en dehors de restrictions quantitatives ou mesure d'effet équivalent, sans préjudice des dispositions des articles 12, 15 et 16 du présent Accord.

Article 11

Les marchandises sont échangées entre les Parties aux prix du marché.

Article 12

1. Lorsque les importations d'un produit donné sur le territoire de l'une des Parties augmentent dans des proportions et des conditions telles qu'elles causent ou risquent de causer un préjudice aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrentiels, la Communauté ou le Turkménistan, selon le cas, peuvent prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures indiquées ci-après.

2. Avant de prendre des mesures ou, dès que possible, dans les cas d'application du paragraphe 4, la Communauté ou le Turkménistan, selon le cas, fournit au Conseil de coopération toutes les informations utiles en vue de la recherche d'une solution acceptable pour les deux Parties, comme prévu au titre XI.

3. Si, à la suite des consultations, les parties ne parviennent pas à un accord, dans les 30 jours suivant la saisine du Conseil de coopération, au sujet des actions à entreprendre pour remédier à la situation, la Partie qui a demandé les consultations est libre de limiter les importations des produits en cause dans la mesure et pendant la période nécessaires pour empêcher ou réparer le préjudice, ou d'adopter toute autre mesure appropriée.

4. Dans des circonstances critiques, lorsqu'un retard risque d'entraîner des dommages difficilement réparables, les Parties peuvent prendre des mesures avant les consultations, à condition que des consultations soient proposées immédiatement après l'adoption de ces mesures.

5. Dans le choix des mesures à prendre au titre du présent article, les Parties accordent la priorité à celles qui perturbent le moins la réalisation des objectifs du présent Accord.

6. Aucune disposition du présent article ne préjuge ou n'affecte de quelque manière que ce soit l'adoption, par l'une ou l'autre des Parties, de mesures antidumping ou compensatoires conformément à l'article VI du GATT, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT 1994, l'accord sur les subventions et mesures compensatoires ou la législation interne correspondante.

Article 13

Les Parties s'engagent à ajuster les dispositions du présent Accord sur leurs échanges de marchandises en fonction des cir-

constances, et notamment de la situation résultant de l'adhésion future du Turkménistan à l'OMC. Le Conseil de coopération peut formuler à l'adresse des parties des recommandations concernant les ajustements, qui, si elles sont acceptées, peuvent être mises en application par voie d'Accord entre les Parties, conformément à leurs procédures respectives.

Article 14

L'accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation de végétaux, de protection des ressources naturelles, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, ni aux réglementations relatives à l'or et à l'argent. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée dans le commerce entre les Parties.

Article 15

Le présent titre ne s'applique pas aux échanges de produits textiles relevant des chapitres 50 à 63 de la nomenclature combinée. Les échanges de ces produits sont régis par un Accord séparé, paraphé le 30 décembre 1995 et appliqué provisoirement depuis le 11 janvier 1996.

Article 16

1. Les échanges de produits couverts par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier sont régis par les dispositions du présent titre, à l'exception de l'article 10.

2. Il est établi un groupe de contact sur les questions relatives au charbon et à l'acier, composé de représentants de la Communauté, d'une part, et de représentants du Turkménistan, d'autre part.

Ce groupe de contact échange régulièrement des informations sur toutes les questions relatives au charbon et à l'acier intéressant les Parties.

Article 17

Le commerce des matières nucléaires répond aux dispositions du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique. Le cas échéant, ce commerce est régi par les dispositions d'un accord spécifique à conclure entre la CEEA et le Turkménistan.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE ET AUX INVESTISSEMENTS

CHAPITRE I^{er}

Conditions relatives à l'emploi

Article 18

1. Sous réserve des lois, conditions et procédures applicables dans chaque Etat membre, la Communauté et les Etats membres s'efforcent d'assurer que les ressortissants du Turkménistan légalement employés sur le territoire d'un Etat membre ne font l'objet d'aucune discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement, par rapport aux ressortissants dudit Etat membre.

2. Sous réserve des lois, conditions et procédures applicables au Turkménistan, le Turkménistan s'efforce d'assurer que les ressortissants d'un Etat membre légalement employés sur son territoire du Turkménistan ne font l'objet d'aucune discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement, par rapport à ses propres ressortissants.

Article 19

Le Conseil de coopération examine les améliorations qui peuvent être apportées aux conditions de travail des hommes d'affaires en conformité avec les engagements internationaux des Parties, notamment ceux définis dans le document de la Conférence CSCE de Bonn.

Article 20

Le Conseil de coopération formule des recommandations pour la mise en œuvre des articles 18 et 19.

CHAPITRE II

Conditions relatives à l'établissement et à l'activité des sociétés

Article 21

1. La Communauté et ses Etats membres accordent, pour l'établissement de sociétés turkmènes tel que défini à l'article 23, point *d*, un traitement non moins favorable que celui accordé à des sociétés d'un pays tiers.

2. Sans préjudice des réserves énumérées à l'annexe II, la Communauté et ses Etats membres accordent aux filiales de sociétés turkmènes établies sur leur territoire un traitement non moins favorable que celui accordé aux sociétés communautaires, en ce qui concerne leur exploitation.

3. La Communauté et ses Etats membres réservent aux succursales de sociétés turkmènes établies sur leur territoire un traitement non moins favorable que celui accordé aux succursales de sociétés d'un pays tiers, en ce qui concerne leur exploitation.

4. Sans préjudice des réserves mentionnées à l'annexe III, le Turkménistan accorde à l'établissement de sociétés communautaires, tel que défini à l'article 23, point *d*, un traitement non moins favorable que celui accordé aux sociétés turkmènes ou aux sociétés d'un pays tiers, si celui-ci est meilleur.

5. Le Turkménistan accorde aux filiales ou succursales de sociétés communautaires établies sur son territoire un traitement non moins favorable que celui accordé aux sociétés ou succursales turkmènes ou aux sociétés ou succursales d'un pays tiers, si celui-ci est meilleur, en ce qui concerne leur exploitation.

Article 22

1. Les dispositions de l'article 21 ne s'appliquent pas aux transports aériens, fluviaux et maritimes.

2. Toutefois, en ce qui concerne les activités des agences maritimes fournissant des services de transport maritime international, y compris les activités intermodales comprenant une Partie maritime, chaque Partie autorise les sociétés de l'autre Partie à avoir leur présence commerciale sur son territoire sous la forme de filiales ou de succursales, dans des conditions d'établissement et d'activité non moins favorables que celles accordées à ses propres sociétés ou aux filiales ou succursales de sociétés d'un pays tiers, si celles-ci sont meilleures.

Ces activités comprennent, sans toutefois s'y limiter :

a) La commercialisation et la vente de services de transport maritime et de services annexes par contact direct avec les clients, de l'offre de prix à l'établissement de la facture, que ces services soient effectués ou offerts par le fournisseur de service même ou par des fournisseurs de services avec lesquels le vendeur de services a établi des Accords commerciaux permanents ;

b) L'achat et l'utilisation, pour leur propre compte ou pour le compte de leurs clients (et pour la revente à leurs clients), de tout service de transport ou service connexe, y compris les services de transport intérieurs par quelque mode que ce soit, notamment par les transports fluviaux, routiers et ferroviaires, nécessaires pour la fourniture d'un service intégré ;

c) La préparation des documents de transport, des documents douaniers ou de tout autre document relatif à l'origine et à la nature des marchandises transportées ;

d) La fourniture d'informations commerciales par tous moyens, y compris les systèmes informatisés et les échanges de données électroniques (sous réserve de restrictions non discriminatoires concernant les télécommunications) ;

e) L'établissement d'un arrangement commercial, y compris la participation au capital de la société et la nomination de personnel recruté sur place (ou, dans le cas de personnel étranger, sous réserve des dispositions pertinentes du présent Accord), avec d'autres agences maritimes établies sur place ;

f) L'organisation, pour le compte des compagnies, de l'escale du navire ou la prise en charge des cargaisons lorsque nécessaire.

Article 23

Aux fins du présent Accord, on entend par :

a) « Société communautaire » ou « société turkmène » respectivement : une société constituée en conformité avec la législation d'un Etat membre ou du Turkménistan et ayant son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de la Communauté ou du Turkménistan. Toutefois, si la société, constituée en conformité avec la législation d'un Etat membre ou du Turkménistan n'a que son siège statutaire sur le territoire de la Communauté ou du Turkménistan, elle est considérée comme une société communautaire ou une société turkmène si son activité a un lien effectif et continu avec l'économie d'un des Etats membres ou du Turkménistan, respectivement ;

b) « Filiale » d'une société : une société effectivement contrôlée par la première ;

c) « Succursale » d'une société : un établissement n'ayant pas la personnalité juridique qui a l'apparence de la permanence, tel que l'extension d'une société mère, dispose d'une gestion propre et est équipé matériellement pour négocier des affaires avec des tiers de telle sorte que ces derniers, quoique sachant qu'il y aura, si nécessaire, un lien juridique avec la société mère, dont le siège est à l'étranger, ne sont pas tenus de traiter directement avec celle-ci, mais peuvent effectuer des transactions commerciales au lieu de l'établissement constituant l'extension ;

d) « Etablissement » : le droit pour les sociétés communautaires ou turkmènes définies au point *a* d'accéder à des activités économiques par la création de filiales et de succursales au Turkménistan ou dans la Communauté respectivement ;

e) « Exploitation » : le fait d'exercer une activité économique ;

f) « Activités économiques » : les activités à caractère industriel ou commercial et les professions libérales.

En ce qui concerne le transport maritime international, y compris les opérations intermodales comportant un trajet maritime, bénéficient également des dispositions du présent chapitre et du chapitre III les ressortissants des Etats membres ou du Turkménistan, établis hors de la Communauté ou du Turkménistan respectivement, et les compagnies de navigation établies hors de la Communauté ou du Turkménistan et contrôlées par des ressortissants d'un Etat membre ou du Turkménistan, si leurs navires sont immatriculés dans cet Etat membre ou dans le Turkménistan conformément à leurs législations respectives.

Article 24

1. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, il n'est pas fait obstacle à l'adoption par une Partie de mesures prudentielles, notamment pour garantir la protection des investisseurs, des déposants, des preneurs d'assurance ou des « fiduciaires », ou pour préserver l'intégrité et la stabilité du système financier. Lorsque ces mesures ne sont pas conformes aux dispositions du présent Accord, elles ne peuvent être utilisées pour échapper aux obligations incombant à une Partie en vertu du présent Accord.

2. Aucune disposition du présent Accord ne doit être interprétée de manière à exiger d'une partie qu'elle divulgue des informations relatives aux affaires et aux comptes des clients individuels ou toute information confidentielle ou protégée en possession des institutions publiques.

3. Aux fins du présent accord, on entend par « services financiers » les activités décrites à l'annexe IV.

Article 25

Les dispositions du présent Accord ne préjugent pas de l'application, par chaque partie, de toute mesure nécessaire pour éviter que les mesures qu'elle a prises au sujet de l'accès des pays tiers à son marché soient contournées par le biais des dispositions du présent Accord.

Article 26

1. Nonobstant les dispositions du chapitre I^{er} du présent titre, une société communautaire ou une société turkmène établie sur le territoire du Turkménistan ou de la Communauté, respectivement, a le droit d'employer ou de faire employer par l'une de ses filiales ou succursales, en conformité avec la législation en

vigueur dans le pays d'établissement hôte, sur le territoire du Turkménistan et de la Communauté, respectivement, des ressortissants des Etats membres de la Communauté et du Turkménistan, à condition que ces personnes fassent partie du personnel de base défini au paragraphe 2 du présent article et qu'elles soient exclusivement employées par ces sociétés ou succursales. Les permis de séjour et de travail de ces personnes ne couvrent que la période d'emploi.

2. Le personnel de base des sociétés mentionnées ci-dessus, ci-après dénommées « firmes », est composé de « personnes transférées entre entreprises » telles qu'elles sont définies au point c et appartenant aux catégories suivantes, pour autant que la firme ait une personnalité juridique et que les personnes concernées aient été employées par cette firme ou aient été des partenaires de cette firme (autres que des actionnaires majoritaires) pendant au moins un an avant ce transfert :

a) Des cadres supérieurs d'une firme, dont la fonction principale consiste à gérer l'établissement, sous le contrôle ou la direction générale du conseil d'administration ou des actionnaires ou de leurs équivalents, leur fonction consistant à :

- diriger l'établissement ou un service ou une section de l'établissement ;
- surveiller et contrôler le travail d'autres employés exerçant des fonctions de surveillance ou de direction ou des fonctions techniques ;
- engager ou licencier ou recommander d'engager ou de licencier du personnel ou prendre d'autres mesures concernant le personnel, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés ;

b) Des personnes employées par une firme qui possèdent des compétences exceptionnelles essentielles concernant le service, les équipements de recherche, les technologies ou la gestion de l'établissement. L'évaluation de ces connaissances peut porter, outre les connaissances spécifiques à l'établissement, un niveau élevé de compétences pour un type de travail ou d'activité nécessitant des connaissances techniques spécifiques, y compris l'appartenance à une profession agréée ;

c) Une « personne transférée entre entreprises » est définie comme une personne physique travaillant pour une firme sur le territoire d'une Partie, et transférée temporairement dans le cadre de l'exercice d'activités économiques sur le territoire de l'autre Partie : la firme concernée doit avoir son principal établissement sur le territoire d'une Partie et le transfert doit s'effectuer vers un établissement (filiale, succursale) de cette firme, exerçant réellement des activités économiques similaires sur le territoire de l'autre Partie.

Article 27

1. Les Parties s'efforcent dans toute la mesure du possible d'éviter de prendre des mesures ou des actions rendant les conditions d'établissement et d'exploitation de leurs sociétés plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédant la date de la signature de l'Accord.

2. Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice de celles de l'article 35 : les situations couvertes par l'article 35 sont régies uniquement par les dispositions de cet article à l'exclusion de toute autre disposition.

3. Agissant dans l'esprit de partenariat et de coopération et à la lumière des dispositions de l'article 41, le gouvernement du Turkménistan informe la Communauté de son intention de proposer une nouvelle législation ou d'adopter de nouvelles réglementations pouvant rendre les conditions d'établissement ou d'exploitation au Turkménistan de succursales ou de filiales de sociétés communautaires plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédant la date de la signature de l'Accord. La Communauté peut demander au Turkménistan de lui communiquer de tels projets de loi ou de réglementation et d'engager des consultations à ce sujet.

4. Lorsque de nouvelles législations ou réglementations introduites dans le Turkménistan risquent de rendre les conditions d'exploitation des succursales et de filiales de sociétés communautaires établies au Turkménistan plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour de la signature du présent Accord, ces législations ou réglementations ne s'appliquent pas, pendant les trois années suivant l'entrée en vigueur de l'acte en question, aux filiales et succursales déjà établies au Turkménistan au moment de l'entrée en vigueur de cet acte.

CHAPITRE III

Prestations transfrontalières de services entre la Communauté et le Turkménistan

Article 28

1. Les Parties s'engagent, conformément aux dispositions du présent chapitre, à prendre les mesures nécessaires pour autoriser progressivement la prestation de services par les sociétés communautaires ou turkmènes qui sont établies dans une Partie autre que celle du destinataire des services, en tenant compte de l'évolution du secteur des services dans les deux Parties.

2. Le Conseil de coopération fait les recommandations nécessaires à la mise en œuvre du paragraphe 1.

Article 29

Les Parties coopèrent en vue de développer au Turkménistan un secteur des services obéissant aux lois du marché.

Article 30

1. En ce qui concerne le transport maritime international, les Parties s'engagent à appliquer de manière effective le principe du libre accès au marché et au trafic sur une base commerciale ;

a) La disposition ne préjuge pas des droits et obligations découlant de la convention des Nations unies relative à un code de conduite des conférences maritimes applicables à l'une ou l'autre des Parties au présent Accord. Les compagnies hors conférence sont libres d'agir en concurrence avec une conférence, pour autant qu'elles adhèrent au principe de la concurrence loyale sur une base commerciale ;

b) Les Parties affirment leur adhésion au principe de la libre concurrence pour le commerce des vrac, secs et liquides.

2. En appliquant les principes du paragraphe 1, les Parties :

a) s'abstiennent d'appliquer, à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les clauses de partage des cargaisons d'Accords bilatéraux entre un Etat membre de la Communauté et l'ancienne Union soviétique ;

b) s'abstiennent d'introduire, dans les accords bilatéraux futurs avec les pays tiers, des clauses de partage des cargaisons, sauf dans les circonstances exceptionnelles où des compagnies de navigation de l'une ou l'autre Partie au présent Accord n'auraient pas, autrement, la possibilité de participer effectivement au trafic à destination et en provenance du pays tiers concerné ;

c) interdisent, dans les Accords bilatéraux futurs, les clauses de partage des cargaisons concernant les vrac, secs et liquides ;

d) abolissent, dès l'entrée en vigueur du présent Accord, toutes les mesures unilatérales, les entraves administratives, techniques et autres qui pourraient avoir des effets restrictifs ou discriminatoires sur la libre prestation de services dans le transport maritime international.

3. Chaque Partie accorde, notamment, aux navires exploités par les ressortissants ou les sociétés de l'autre Partie, un traitement non moins favorable que celui réservé à ses propres navires en ce qui concerne l'accès aux ports ouverts au trafic international, l'utilisation des infrastructures et des services maritimes auxiliaires des ports, ainsi que les droits et charges correspondants, les facilités douanières et l'attribution des postes d'accostage et des infrastructures de chargement et de déchargement.

Article 31

Afin d'assurer un développement coordonné des transports entre les Parties, adapté à leurs besoins commerciaux, les conditions d'accès réciproque au marché et à la prestation de services de transport par route, rail et voies navigables et, le cas échéant, de transport aérien, peuvent faire l'objet d'accords spécifiques qui seront négociés entre les Parties après l'entrée en vigueur du présent Accord.

CHAPITRE IV

Dispositions générales

Article 32

1. Les dispositions du présent titre s'appliquent sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique.

2. Elles ne s'appliquent pas aux activités qui, sur le territoire des Parties, sont liées, même occasionnellement, à l'exercice de la puissance publique.

Article 33

Aux fins du présent titre, aucune disposition du présent Accord ne fait obstacle à l'application, par les Parties, de leurs lois et réglementations concernant l'admission et le séjour, l'emploi, les conditions de travail, l'établissement de personnes physiques et la prestation de services, à condition que n'en soient pas réduits à néant ou compromis les avantages que retire l'une des Parties d'une disposition spécifique du présent Accord. La présente disposition s'entend sans préjudice de l'application de l'article 32.

Article 34

Les sociétés contrôlées ou possédées conjointement par des sociétés turkmènes et des sociétés communautaires bénéficient également des dispositions des chapitres II, III et IV.

Article 35

Le traitement accordé, depuis le jour qui précède d'un mois la date d'entrée en vigueur des obligations pertinentes découlant de l'Accord général sur le commerce des services (GATS), par l'une des Parties à l'autre Partie en vertu du présent Accord n'est en aucun cas plus favorable, en ce qui concerne les secteurs ou les mesures couverts par le GATS, que celui accordé par cette première Partie conformément aux dispositions du GATS, et ce quel que soit le secteur, le sous-secteur ou le mode de prestation du service.

Article 36

Aux fins des chapitres II, III et IV, il n'est pas tenu compte du traitement accordé par la Communauté, ses Etats membres ou le Turkménistan en vertu d'engagements contractés lors d'accords d'intégration économique conformément aux principes de l'article V du GATS.

Article 37

1. Le traitement de la nation la plus favorisée accordé conformément aux dispositions du présent titre ne s'applique pas aux avantages fiscaux que les Parties accordent ou accorderont à l'avenir sur la base d'Accords visant à éviter la double imposition ou d'autres arrangements fiscaux.

2. Aucune disposition du présent titre n'est interprétée de manière à empêcher l'adoption ou l'application par les Parties d'une mesure visant à éviter l'évasion fiscale, conformément aux dispositions fiscales des accords visant à éviter une double imposition et d'autres arrangements fiscaux ou à la législation fiscale nationale.

3. Aucune disposition du présent titre ne doit être interprétée de manière à empêcher les Etats membres ou le Turkménistan d'établir une distinction, dans l'application des dispositions pertinentes de leur législation fiscale, entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans des situations identiques, en particulier en ce qui concerne leur lieu de résidence.

Article 38

Sans préjudice de l'article 26, aucune disposition des chapitres II, III et IV n'est interprétée comme donnant droit :

- à des ressortissants des Etats membres ou du Turkménistan d'entrer ou de rester sur le territoire du Turkménistan ou de la Communauté, respectivement, en quelque qualité que ce soit, et notamment en tant qu'actionnaires ou partenaires d'une société ou gestionnaires ou employés de cette société ou prestataires ou bénéficiaires de services ;
- à des succursales ou des filiales communautaires de sociétés turkmènes d'employer ou de faire employer sur le territoire de la Communauté des ressortissants du Turkménistan ;
- à des succursales ou des filiales turkmènes de sociétés communautaires d'employer ou de faire employer sur le territoire du Turkménistan des ressortissants des Etats membres ;
- à des sociétés turkmènes ou des succursales ou filiales communautaires de sociétés turkmènes de fournir des ressortissants turkmènes chargés d'agir pour le compte et sous le contrôle d'autres personnes en vertu de contrats d'emploi temporaires ;

- à des sociétés communautaires ou des filiales ou succursales turkmènes de sociétés communautaires de fournir des travailleurs qui sont des ressortissants des Etats membres en vertu de contrats d'emploi temporaires.

CHAPITRE V

Paiements courants et capitaux

Article 39

1. Les Parties s'engagent à autoriser, dans une monnaie librement convertible, tous paiements sur le compte courant de la balance des paiements entre des résidents de la Communauté et du Turkménistan qui sont liés à la circulation de marchandises, de services ou de personnes effectuée conformément au présent Accord.

2. En ce qui concerne les transactions relevant de la balance des opérations en capitaux, les Parties assurent, à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, la libre circulation des capitaux concernant les investissements directs effectués dans des sociétés constituées conformément à la législation du pays hôte et les investissements effectués conformément aux dispositions du chapitre II, ainsi que la liquidation ou le rapatriement du produit de ces investissements et de tout bénéfice en découlant.

3. Sans préjudice du paragraphe 2 ou du paragraphe 5, les Parties s'abstiennent, à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, d'introduire de nouvelles restrictions de change affectant les mouvements de capitaux et les paiements courants afférents à ces mouvements entre résidents de la Communauté et du Turkménistan et de rendre les arrangements existants plus restrictifs.

4. Les Parties se consultent en vue de faciliter la circulation de types de capitaux autres que ceux mentionnés au paragraphe 2 entre la Communauté et le Turkménistan en vue de promouvoir les objectifs du présent Accord.

5. Sur la base des dispositions du présent article, tant que la convertibilité totale de la monnaie turkmène au sens de l'article VIII des statuts du Fonds monétaire international (FMI) n'a pas été instaurée, le Turkménistan peut, dans des circonstances exceptionnelles, appliquer des restrictions de change liées à l'octroi ou à l'obtention de crédits financiers à court et moyen terme dans la mesure où ces restrictions lui sont imposées pour l'octroi de tels crédits et sont autorisées conformément à son statut au sein du FMI. Le Turkménistan applique ces restrictions de manière non discriminatoire. Ces restrictions doivent perturber le moins possible le fonctionnement du présent Accord. Le Turkménistan informe rapidement le Conseil de coopération de l'adoption de telles mesures et de toute modification qu'elle pourrait y apporter.

6. Sans préjudice des paragraphes 1 et 2, lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, la libre circulation des capitaux entre la Communauté et le Turkménistan cause ou risque de causer de graves difficultés dans le fonctionnement de la politique de change ou de la politique monétaire de la Communauté ou du Turkménistan, la Communauté et le Turkménistan peuvent, respectivement, prendre des mesures de sauvegarde en ce qui concerne les mouvements de capitaux entre la Communauté et le Turkménistan pendant une période ne dépassant pas six mois si de telles mesures sont strictement nécessaires.

CHAPITRE VI

Protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale

Article 40

Conformément aux dispositions du présent article et de l'annexe III, le Turkménistan continue à améliorer la protection des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale afin d'assurer, d'ici à la fin de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, un niveau de protection similaire à celui qui existe dans la Communauté, y compris les moyens prévus pour assurer le respect de ces droits.

2. A la fin de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, le Turkménistan adhère aux conventions multilatérales en matière de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale visées à l'annexe V, paragraphe 1, auxquelles les Etats membres sont Parties ou qui sont appliquées *de facto* par les Etats membres conformément aux dispositions pertinentes de ces conventions.

TITRE V

COOPÉRATION EN MATIÈRE LÉGISLATIVE

Article 41

1. Les Parties reconnaissent qu'une condition importante du renforcement des liens économiques entre le Turkménistan et la Communauté est le rapprochement de la législation existante et future du Turkménistan avec celle de la Communauté. Le Turkménistan met tout en œuvre pour assurer que sa législation est progressivement rendue compatible avec la législation communautaire.

2. Le rapprochement des législations s'étend en particulier aux domaines suivants : législation douanière, droit des sociétés, législation sur les services bancaires et autres services financiers, comptabilité et fiscalité des entreprises, propriété intellectuelle, protection des travailleurs sur le lieu de travail, services financiers, règles de concurrence, y compris toutes les questions connexes et les pratiques touchant au commerce, marchés publics, protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, et préservation des végétaux, environnement, protection des consommateurs, fiscalité indirecte, règles et normes techniques, lois et réglementations en matière nucléaire, transports et télécommunications.

3. La Communauté fournit au Turkménistan une assistance technique pour la mise en œuvre de ces mesures, qui peut inclure par exemple :

- l'échange d'experts ;
- la fourniture d'informations rapides, notamment sur la législation concernée ;
- l'organisation de séminaires ;
- la formation des personnes associées à l'élaboration et à la mise en œuvre de la législation ;
- une aide pour la traduction de la législation communautaire dans les secteurs concernés.

4. Les Parties conviennent d'examiner les moyens d'appliquer leurs règles de concurrence respectives de façon concertée dans les cas où les échanges entre elles sont affectés.

TITRE VI

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Article 42

1. La Communauté et le Turkménistan établissent une coopération économique destinée à contribuer au processus de réforme et de redressement économiques et au développement durable du Turkménistan. Cette coopération renforce les liens économiques existants, dans l'intérêt des Parties.

2. Les politiques et les autres mesures visent à promouvoir les réformes économiques et sociales et la restructuration des systèmes économiques au Turkménistan et s'inspirent des principes de durabilité et de développement social harmonieux ; elles intègrent en outre pleinement des considérations relatives à l'environnement.

3. A cette fin, la coopération se concentrera sur le développement économique et social, le développement des ressources humaines, l'appui aux entreprises (privatisation, investissements et développement des services financiers notamment), l'agriculture et le secteur alimentaire, l'énergie et la sûreté nucléaire civile, le transport, le tourisme, la protection de l'environnement et la coopération régionale.

4. Une attention particulière est accordée aux mesures susceptibles de promouvoir la coopération régionale.

5. Le cas échéant, la coopération économique et d'autres formes de coopération prévues par le présent Accord peuvent être appuyées par une assistance technique de la Communauté, compte tenu du règlement communautaire du Conseil applicable à l'assistance technique aux Etats indépendants, des priorités convenues dans le programme indicatif à l'assistance technique de la Communauté au Turkménistan et des procédures de coordination et de mise en œuvre qui y sont fixées.

Article 43

Coopération dans le domaine des échanges de biens et de services

Les Parties coopèrent en vue d'assurer la conformité du

commerce international du Turkménistan avec les règles de l'OMC. La Communauté fournit au Turkménistan une assistance technique à cette fin.

Cette coopération porte notamment sur des domaines spécifiques ayant un rapport direct avec la facilitation des échanges, en particulier en vue d'aider le Turkménistan à aligner ses dispositions législatives et réglementaires sur les règles de l'OMC et à remplir ainsi dès que possible les conditions d'adhésion à cette organisation. Parmi ces domaines figurent :

- la formulation d'une politique en matière d'échanges et de questions relatives aux échanges, notamment les paiements et les mécanismes de compensation ;
- élaboration de la législation pertinente.

Article 44

Coopération industrielle

1. La coopération vise en particulier à promouvoir :

- le développement des liens commerciaux entre les opérateurs économiques des deux Parties ;
- la participation de la Communauté aux efforts du Turkménistan pour la restructuration de son industrie ;
- l'amélioration de la gestion ;
- l'amélioration de la qualité des produits industriels ;
- le développement d'une capacité de production et de transformation satisfaisante dans le secteur des matières premières ;
- l'établissement de règles et pratiques commerciales adéquates, y compris la commercialisation de produits ;
- la protection de l'environnement ;
- la reconversion des industries de l'armement.

2. Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à l'application des règles de concurrence communautaires aux entreprises.

Article 45

Promotion et protection des investissements

1. Dans le respect des pouvoirs et compétences respectifs de la Communauté et de ses Etats membres, la coopération vise à créer un environnement favorable aux investissements, tant nationaux qu'étrangers, particulièrement par la réalisation de meilleures conditions pour la protection des investissements, le transfert des capitaux et l'échange d'informations en matière de possibilités d'investissement.

2. Les objectifs de la coopération sont notamment :

- la conclusion, le cas échéant, entre les Etats membres et le Turkménistan, d'accords pour la promotion et la protection des investissements ;
- la conclusion, le cas échéant, entre les Etats membres et le Turkménistan, d'accords visant à éviter une double imposition ;
- la création de conditions favorables pour attirer les investissements étrangers dans l'économie turkmène ;
- l'établissement de lois et de conditions commerciales stables et adéquates ainsi que l'échange d'informations en matière de lois, de réglementations et de pratiques administratives dans le domaine des investissements ;
- l'échange d'informations sur les possibilités d'investissement dans le cadre, entre autres, de foires commerciales, d'expositions, de semaines commerciales et d'autres manifestations.

Article 46

Marchés publics

Les Parties coopèrent pour promouvoir une concurrence ouverte dans la passation des marchés de biens et services, notamment par le biais d'appels d'offres.

Article 47

Coopération dans le domaine des normes et de l'évaluation de la conformité

1. La coopération entre les Parties vise à encourager l'alignement sur les critères, principes et directives internationaux suivis en matière de qualité, à faciliter la reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la conformité, ainsi qu'à améliorer la qualité des produits turkmènes.

2. A cette fin, les Parties s'efforcent de coopérer à des projets d'assistance technique visant à :

- promouvoir une coopération appropriée avec les organisations et institutions spécialisées dans ces domaines ;
- promouvoir l'utilisation des règles techniques de la Communauté et l'application des normes et des procédures européennes d'évaluation de la conformité ;
- favoriser le partage de l'expérience et de l'information technique en matière de gestion de la qualité.

Article 48

Secteur minier et matières premières

1. Les Parties visent à augmenter les investissements et les échanges dans le secteur minier et le secteur des matières premières.

2. La coopération porte en particulier sur les domaines suivants :

- l'échange d'informations sur les développements dans le secteur minier et dans le secteur des métaux non ferreux ;
- l'établissement d'un cadre juridique pour la coopération ;
- les questions commerciales ;
- l'adoption et la mise en œuvre de mesures législatives dans le domaine de la protection de l'environnement ;
- la formation ;
- la sécurité dans l'industrie minière.

Article 49

Coopération dans le domaine de la science et de la technologie

1. Les Parties encouragent, dans leur intérêt réciproque, la coopération dans le domaine de la recherche scientifique civile et du développement technologique et, compte tenu des ressources disponibles, un accès approprié à leurs programmes respectifs, sous réserve d'une protection effective et suffisante des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

2. La coopération en matière de science et technologie couvre notamment :

- l'échange d'informations scientifiques et technologiques ;
- les activités conjointes de recherche et de développement ;
- les activités de formation et les programmes de mobilité pour les scientifiques, les chercheurs et les techniciens des deux Parties œuvrant dans le domaine de la recherche et du développement technologique.

Lorsque cette coopération s'effectue dans le cadre d'activités liées à l'éducation et/ou à la formation, elle doit se conformer aux dispositions de l'article 50.

Sur la base d'un commun Accord, les Parties peuvent s'engager dans d'autres formes de coopération en matière de science et de technologie.

Dans le cadre de ces activités de coopération, une attention particulière est accordée au redéploiement des scientifiques, ingénieurs, chercheurs et techniciens qui participent ou ont participé soit à la recherche sur la production d'armes de destruction massive, soit à la recherche et à ladite production.

3. La coopération au titre du présent article est mise en œuvre conformément à des arrangements spécifiques négociés et conclus selon les procédures adoptées par chaque Partie, qui fixent, entre autres, les dispositions appropriées en matière de droits intellectuels, industriels et commerciaux.

Article 50

Education et formation

1. Les Parties coopèrent en vue de relever le niveau de l'enseignement général et des qualifications professionnelles au Turkménistan, dans les secteurs tant public que privé.

2. La coopération porte en particulier sur les domaines suivants :

- le relèvement des systèmes d'enseignement supérieur et de formation au Turkménistan, notamment le système de certification des établissements d'enseignement supérieur et des diplômés d'enseignement supérieur ;
- la formation de cadres et de fonctionnaires des secteurs public et privé dans des domaines prioritaires à déterminer ;

- la coopération entre les établissements d'enseignement et entre les établissements d'enseignement et les entreprises ;
- la mobilité des professeurs, diplômés, administrateurs, jeunes scientifiques et chercheurs, ainsi que des jeunes ;
- la promotion des études européennes dans les institutions appropriées ;
- l'enseignement des langues communautaires ;
- la formation post-universitaire d'interprètes de conférence ;
- la formation de journalistes ;
- la formation de formateurs.

3. La participation éventuelle d'une Partie aux différents programmes d'éducation et de formation de l'autre Partie peut être envisagée conformément à leurs procédures respectives et, le cas échéant, des cadres institutionnels et des programmes de coopération sont alors établis par référence à la participation du Turkménistan au programme TEMPUS de la Communauté.

Article 51

Agriculture et secteur agro-industriel

Dans ce domaine, la coopération vise à promouvoir la réforme agraire, la modernisation, la privatisation et la restructuration de l'agriculture, du secteur agro-industriel et du secteur des services au Turkménistan, à développer les marchés nationaux et internationaux pour les produits turkmènes, dans des conditions assurant la protection de l'environnement, compte tenu de la nécessité d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, le développement du complexe agro-industriel, la transformation et la distribution des produits agricoles. Les Parties visent également à rapprocher progressivement les normes turkmènes des réglementations techniques communautaires concernant les produits alimentaires industriels et agricoles, y compris les normes sanitaires et phytosanitaires.

Article 52

Energie

1. La coopération s'inscrit dans le cadre des principes de l'économie de marché et de la Charte européenne de l'énergie et se développe dans la perspective d'une intégration progressive des marchés de l'énergie en Europe.

2. La coopération se concentre notamment sur la formulation et la mise au point d'une politique énergétique. Elle porte entre autres sur les domaines suivants :

- l'amélioration de la gestion et de la réglementation du secteur de l'énergie conformément à une économie de marché ;
- l'amélioration de l'approvisionnement en énergie, y compris la sécurité de l'approvisionnement, d'une façon économiquement et écologiquement saine ;
- la promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique et la mise en œuvre du protocole de la charte de l'énergie sur l'efficacité de l'énergie et les aspects environnementaux connexes ;
- la modernisation de l'infrastructure énergétique ;
- l'amélioration des technologies d'approvisionnement et d'utilisation finale quel que soit le type d'énergie ;
- la gestion et la formation technique dans le secteur de l'énergie ;
- le transport et le transit de l'énergie et des matières énergétiques ;
- la réalisation d'un ensemble de conditions institutionnelles, juridiques, fiscales et autres nécessaires pour encourager les échanges et les investissements en matière d'énergie ;
- le développement de ressources hydro-électriques et autres sources d'énergie renouvelables.

3. Les Parties échangent les informations pertinentes relatives aux projets d'investissement dans le secteur de l'énergie, particulièrement en ce qui concerne la production de ressources énergétiques et la construction et la restauration d'oléoducs et de gazoducs ou d'autres moyens de transport de produits énergétiques. Elles attachent une importance particulière à la coopération relative aux investissements dans le secteur de l'énergie et la manière dont ils sont réglementés. Elles coopèrent en vue d'une mise en œuvre aussi efficace que possible des dispositions du titre IV et de l'article 45, en ce qui concerne les investissements dans le secteur de l'énergie.

Article 53

Environnement

1. Dans l'esprit de la Charte européenne de l'énergie, des déclarations de la conférence de Lucerne d'avril 1993 et de la conférence de Lucerne d'octobre 1995, et compte tenu du traité sur la charte de l'énergie, et notamment de son article 19, et du protocole de la Charte sur l'énergie sur l'efficacité de l'énergie et les aspects environnementaux connexes, les Parties développent et renforcent leur coopération dans le domaine de l'environnement et de la santé humaine.

2. La coopération vise à protéger l'environnement, et couvre notamment :

- la surveillance effective de la pollution et l'évaluation de l'environnement, un système d'information sur l'état de l'environnement ;
- la lutte contre la pollution locale, régionale et transfrontalière de l'air et de l'eau ;
- la réhabilitation de l'environnement ;
- la production et la consommation durables, efficaces et écologiques de l'énergie ;
- la sécurité des installations industrielles ;
- la classification et la manipulation sans danger des substances chimiques ;
- la qualité de l'eau ;
- la réduction, le recyclage et l'élimination propre des déchets, la mise en œuvre de la convention de Bâle ;
- l'impact de l'agriculture sur l'environnement, l'érosion des sols, la pollution chimique ;
- la protection des forêts ;
- la préservation de la biodiversité et des zones protégées ainsi que l'utilisation et la gestion durables des ressources biologiques ;
- l'aménagement du territoire, y compris la construction et l'urbanisme ;
- l'utilisation d'instruments économiques et fiscaux ;
- l'évolution du climat global ;
- l'éducation et la sensibilisation écologique ;
- la mise en œuvre de la convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière.

3. La coopération porte notamment sur les domaines suivants :

- planification en prévision des catastrophes et d'autres situations d'urgence ;
- échange d'informations et d'experts, notamment en matière de transfert des technologies propres et d'utilisation sûre et écologique des biotechnologies ;
- activités communes de recherche ;
- adaptation des législations aux normes communautaires ;
- coopération au niveau régional, y compris dans le cadre de l'Agence européenne de l'environnement, et international ;
- développement de stratégies, en particulier en ce qui concerne les problèmes globaux et climatiques ainsi que la réalisation d'un développement durable ;
- études d'impact sur l'environnement.

4. Les Parties s'efforcent de développer leur coopération sur les questions touchant à la santé, en particulier grâce à l'assistance technique prévue pour la prévention des maladies infectieuses et la lutte contre ces maladies et pour la protection des mères et des jeunes enfants.

Article 54

Transports

Les Parties développent et renforcent leur coopération dans le domaine des transports.

Cette coopération vise, entre autres, à restructurer et à moderniser les systèmes et les réseaux de transport au Turkménistan ; à développer et à assurer, le cas échéant, la compatibilité des systèmes de transport dans une perspective de globalisation ; à identifier et à élaborer des projets prioritaires et à s'efforcer d'attirer les investissements nécessaires à leur réalisation.

La coopération porte notamment sur :

- la modernisation de la gestion et de l'exploitation des transports routiers, des chemins de fer, des ports et des aéroports ;

- la modernisation et le développement des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires et des voies navigables, ainsi que des systèmes d'aide à la navigation, y compris la modernisation des grands axes d'intérêt commun et des liaisons transeuropéennes pour les modes de transport précités, notamment ceux concernant le projet TRACECA ;
- la promotion et le développement des transports multimodaux ;
- la promotion de programmes communs de recherche et de développement ;
- la préparation du cadre juridique et institutionnel pour le développement et la mise en œuvre d'une politique des transports prévoyant entre autres la privatisation du secteur des transports.

Article 55

Services postaux et télécommunications

Dans le cadre de leurs pouvoirs et de leurs compétences respectifs, les Parties étendent et renforcent la coopération dans les domaines suivants :

- l'établissement de politiques et de lignes directrices pour le développement du secteur des télécommunications et des services postaux ;
- la formulation des principes de la politique tarifaire et de la commercialisation des télécommunications et des services postaux ;
- le transfert de technologie et de savoir-faire, notamment en ce qui concerne les normes techniques européennes et les systèmes de certification ;
- l'encouragement du développement de projets en matière de télécommunications et de services postaux et l'attraction des investissements ;
- l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services de télécommunications et des services postaux, entre autres par la libéralisation des activités des sous-secteurs ;
- l'application avancée des télécommunications, notamment dans le domaine du transfert de fonds électronique ;
- la gestion de réseaux de télécommunications et leur optimisation ;
- la définition d'une base réglementaire appropriée pour la fourniture de services de télécommunications et de services postaux et pour l'utilisation de la gamme de fréquence radio ;
- la formation dans le domaine des télécommunications et des services postaux en vue d'une exploitation dans des conditions de marché.

Article 56

Services financiers et institutions fiscales

1. La coopération dans le secteur des services financiers vise en particulier à faciliter l'intégration du Turkménistan dans les systèmes de règlements universellement acceptés. L'assistance technique porte sur :

- la mise en place d'un marché des actions et des obligations ;
- le développement des services bancaires, le développement d'un marché commun des ressources de financement et l'intégration du Turkménistan dans un système de règlements universellement acceptés ;
- le développement des services d'assurances, ce qui créerait entre autres un cadre favorable à la participation des sociétés communautaires à la création de co-entreprises dans le secteur des assurances du Turkménistan, ainsi que le développement de l'assurance crédit à l'exportation.

Cette coopération contribuera en particulier à favoriser le développement des relations entre les Parties dans le secteur des services financiers.

2. Les Parties coopèrent au développement d'un système fiscal et d'institutions fiscales au Turkménistan. Cette coopération comprend l'échange d'informations et d'expériences dans le domaine fiscal et la formation des personnes associées à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique fiscale.

Article 57

Restructuration et privatisation des entreprises

Reconnaissant l'importance fondamentale de la privatisation pour assurer une reprise économique durable, les Parties

conviennent de coopérer au développement du cadre institutionnel, juridique et méthodologique nécessaire. Une attention particulière sera accordée au bon déroulement et à la transparence du processus de privatisation.

L'assistance technique prévoit, notamment :

- de poursuivre au sein du gouvernement du Turkménistan le développement d'un cadre institutionnel pour aider à la définition et à la gestion du processus de privatisation ;
- de poursuivre le développement de la stratégie de privatisation du gouvernement du Turkménistan, y compris la cadre législatif, et des mécanismes de mise en œuvre ;
- de favoriser des solutions faisant appel à l'économie de marché pour l'utilisation et la propriété des sols et leur privatisation ;
- de restructurer les entreprises qui ne sont pas encore prêtes pour la privatisation ;
- de développer l'entreprise privée, particulièrement dans le secteur des petites et moyennes entreprises ;
- de développer des fonds d'investissement.

L'objectif de cette coopération est de contribuer à la promotion des investissements communautaires au Turkménistan.

Article 58

Développement régional

1. Les Parties renforcent leur coopération dans le domaine du développement régional et de l'aménagement du territoire.

2. Dans ce but, les Parties encouragent l'échange d'informations par les autorités nationales, régionales et locales sur la politique régionale et d'aménagement du territoire ainsi que sur les méthodes de formulation des politiques régionales portant notamment sur le développement des régions défavorisées.

Elles encouragent également les contacts directs entre les organisations régionales et publiques respectives responsables de la planification du développement régional dans le but, entre autres, d'échanger des informations sur les moyens d'encourager le développement régional.

Article 59

Coopération dans le domaine social

1. Dans le domaine de la santé et de la sécurité, les Parties développent leur coopération dans le but d'améliorer, en autres, le niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.

La coopération porte notamment sur :

- l'éducation et la formation en matière de santé et de sécurité, une attention particulière étant accordée aux secteurs d'activités à hauts risques ;
- le développement et la promotion de mesures préventives pour lutter contre les maladies et les autres affections professionnelles ;
- la prévention des risques d'accidents majeurs et la gestion des substances chimiques toxiques ;
- la recherche sur le développement de l'information et de la compréhension en ce qui concerne l'environnement du travail ainsi que la santé et à la sécurité des travailleurs.

2. Dans le domaine de l'emploi, la coopération comporte notamment une assistance technique relative à :

- l'optimisation du marché du travail ;
- la modernisation des services de placement et d'orientation ;
- la planification et la réalisation de programmes de restructuration ;
- la promotion du développement local de l'emploi ;
- l'échange d'informations sur les programmes relatifs à l'emploi flexible, notamment ceux stimulant l'emploi indépendant et encourageant l'esprit d'entreprise.

3. Les Parties accordent une attention particulière à la coopération dans le domaine de la protection sociale, notamment à la coopération en matière de planification et de mise en œuvre des réformes de protection sociale au Turkménistan.

Ces réformes visent à développer au Turkménistan des méthodes de protection propres aux économies de marchés et comprend toutes les formes de protection sociale.

Article 60

Tourisme

Les Parties renforcent et développent leur coopération, notamment :

- en favorisant les échanges touristiques ;
- en augmentant les flux d'informations ;
- en transférant le savoir-faire ;
- en examinant les possibilités d'organiser des actions conjointes ;
- en assurant une coopération entre les organes officiels du tourisme, y compris la préparation de matériel promotionnel ;
- en assurant une formation pour le développement du tourisme.

Article 61

Petites et moyennes entreprises

1. Les Parties visent à développer et à renforcer les petites et moyennes entreprises (PME) et leurs associations ainsi que la coopération entre les petites et moyennes entreprises de la Communauté et du Turkménistan.

2. La coopération prévoit une assistance technique, notamment dans les domaines suivants :

- création d'un cadre législatif pour les petites et moyennes entreprises ;
- mise au point d'une infrastructure appropriée pour soutenir les PME, pour promouvoir la communication et la coopération commerciale entre les PME tant à l'intérieur du Turkménistan qu'au-delà, et pour former les PME aux techniques nécessaires pour accéder au financement ;
- formation dans les domaines de la commercialisation, de la comptabilité et du contrôle de la qualité des produits.

Article 62

Information et communication

Les Parties appuient l'élaboration de méthodes modernes de gestion de l'information, concernant notamment les médias, et favorisent un échange efficace d'informations. La priorité est accordée aux programmes visant à fournir au grand public des informations de base au sujet de la Communauté et du Turkménistan, y compris, dans la mesure du possible, l'accès aux bases de données, compte tenu des droits de propriété intellectuelle.

Article 63

Protection des consommateurs

Les Parties établissent entre elles une coopération étroite visant à réaliser la compatibilité entre leurs systèmes de protection des consommateurs. Cette coopération comprend notamment l'échange d'informations concernant les activités législatives et de réformes institutionnelles, la mise en place de systèmes permanents d'information réciproque sur les produits dangereux, l'amélioration de l'information fournie aux consommateurs, particulièrement en matière de prix, de caractéristiques des produits et services offerts, le développement d'échanges entre les représentants des intérêts des consommateurs et l'amélioration de la compatibilité des politiques de protection des consommateurs, et l'organisation de séminaires et de périodes de formation.

Article 64

Douanes

1. La coopération vise à assurer le respect de toutes les dispositions à arrêter en matière de commerce et de commerce loyal et à rapprocher le régime douanier du Turkménistan de celui de la Communauté.

2. La coopération porte notamment sur les points suivants :
- échange d'informations ;
 - amélioration des méthodes de travail ;
 - introduction de la nomenclature combinée et du document administratif unique ;

- simplification des contrôles et des formalités en ce qui concerne le transport des marchandises ;
- soutien à l'introduction de systèmes d'informations douaniers modernes ;
- organisation de séminaires et de périodes de formation. Une assistance technique sera fournie, selon les besoins.

3. Sans préjudice d'autres formes de coopération prévues par le présent Accord, notamment au titre VIII, l'assistance mutuelle en matière douanière entre les autorités administratives des Parties est régie par les dispositions du protocole joint au présent Accord.

Article 65

Coopération dans le domaine statistique

La coopération dans ce domaine vise à mettre en place un système statistique efficace destiné à fournir des statistiques fiables, nécessaires pour soutenir et surveiller le processus de réformes économiques et contribuer au développement de l'entreprise privée au Turkménistan.

Les Parties coopèrent, en particulier, dans les domaines suivants :

- adaptation du système statistique Turkmène aux méthodes, normes et classifications internationales ;
- échange d'informations statistiques ;
- fourniture des informations statistiques macro et micro-économiques nécessaires à la mise en œuvre et à la gestion des réformes économiques.

La Communauté fournit à cette fin une assistance technique au Turkménistan.

Article 66

Science économique

Les Parties facilitent le processus de réforme économique et la coordination des politiques économiques par la voie d'une coopération visant à améliorer la compréhension des mécanismes fondamentaux de leurs économies respectives et la conception et la mise en œuvre de la politique économique dans les économies de marché. A cette fin, les Parties échangent des informations au sujet des résultats et des perspectives macro-économiques.

La Communauté fournit une assistance technique pour :

- aider le Turkménistan dans le processus de réforme économique en fournissant des conseils spécialisés et une aide technique ;
- encourager la coopération entre économistes afin d'accélérer le transfert de savoir-faire nécessaire à la formulation des politiques économiques et d'assurer une large diffusion des résultats de la recherche y relative ;
- améliorer la capacité du Turkménistan à établir des modèles économiques.

TITRE VII

COOPÉRATION DANS LES DOMAINES RELATIFS À LA DÉMOCRATIE ET AUX DROITS DE L'HOMME

Article 67

Les Parties coopèrent pour toutes les questions concernant l'établissement ou le renforcement des institutions démocratiques, notamment celles requises pour renforcer l'Etat de droit et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément aux principes du droit international et de l'OSCE.

Cette coopération englobe des programmes d'assistance technique destinés à fournir une aide, notamment, pour la rédaction des législations et des règlements pertinents, la mise en œuvre de cette législation, le fonctionnement des institutions judiciaires, le rôle de l'Etat dans les questions de justice et le fonctionnement du système électoral. Des formations sont prévues en fonction des besoins. Les parties encouragent les contacts et les échanges entre leurs autorités nationales, régionales et judiciaires, entre leurs parlementaires et entre organisations non gouvernementales.

TITRE VIII

COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA PRÉVENTION DES ACTIVITÉS ILLÉGALES ET DE LA PRÉVENTION ET DU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Article 68

Les parties établissent une coopération visant à prévenir des activités illégales telles que :

- les activités illégales dans le domaine économique, y compris la corruption ;
- les transactions illégales portant sur diverses marchandises, dont les déchets industriels, le trafic illicite d'armes ;
- la contrefaçon.

La coopération dans les domaines précités repose sur des consultations mutuelles et des interactions étroites. Elle comporte la fourniture d'une assistance technique et administrative, notamment pour :

- l'élaboration d'une législation nationale dans le domaine de la prévention des activités illégales ;
- la création de centres d'information ;
- le renforcement de l'efficacité des institutions actives dans le domaine de la prévention des activités illégales ;
- la formation du personnel et le développement d'infrastructures de recherche ;
- l'élaboration de mesures mutuellement acceptables de lutte contre les activités illégales.

Article 69

Blanchiment d'argent

1. Les Parties conviennent de la nécessité d'œuvrer et de coopérer afin d'empêcher l'utilisation de leurs systèmes financiers pour le blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles en général et du trafic illicite de la drogue en particulier.

2. La coopération dans ce domaine comporte notamment une assistance administrative et technique en vue d'adopter des normes appropriées de lutte contre le blanchiment de l'argent, comparables à celles adoptées en la matière par la Communauté et les instances internationales actives dans ce domaine, et en particulier le groupe d'action financière internationale (GAFI).

Article 70

Lutte contre la drogue

Dans le cadre de leurs pouvoirs et compétences respectifs, les Parties coopèrent en vue d'accroître l'application effective et l'efficacité des politiques et des mesures de lutte contre la production, l'offre et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris la prévention du détournement des précurseurs chimiques, ainsi qu'en vue de promouvoir la prévention et la réduction de la demande de drogue. En ce qui concerne le contrôle des précurseurs chimiques et d'autres substances essentielles utilisées pour la production illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, cette coopération s'appuie sur les normes adoptées par la Communauté et les instances internationales concernées, telles que celles du groupe d'action sur les produits chimiques. La coopération dans ce domaine est fondée sur une consultation mutuelle et une coordination étroite entre les parties en ce qui concerne les objectifs et les mesures à adopter dans les différents domaines relatifs à la lutte contre la drogue.

Article 71

Immigration clandestine

1. Les Etats membres et le Turkménistan conviennent de coopérer en vue d'empêcher et de contrôler l'immigration clandestine. A cette fin :

- le Turkménistan accepte de réadmettre tous ses ressortissants illégalement présents sur le territoire d'un Etat membre, à la demande de ce dernier et sans autre formalité ; et
- chaque Etat membre accepte de réadmettre tous ses ressortissants, tels qu'ils sont définis pour la Communauté, illégalement présents sur le territoire du Turkménistan, à la demande de cette dernière et sans autre formalité.

Les Etats membres et le Turkménistan fournissent également à leurs ressortissants les documents d'identité nécessaires à cet effet.

2. Le Turkménistan convient de conclure des accords bilatéraux avec les Etats membres qui le souhaitent, réglant les obligations spécifiques pour la réadmission et comprenant une obligation de réadmission de ressortissants d'autres pays et d'apatrides arrivés sur le territoire d'un tel Etat membre à partir du Turkménistan ou arrivés sur le territoire du Turkménistan à partir d'un tel Etat membre.

3. Le Conseil de coopération examine les efforts conjoints pouvant être accomplis pour empêcher et contrôler l'immigration clandestine.

TITRE IX

COOPÉRATION CULTURELLE

Article 72

Les Parties s'engagent à promouvoir, à encourager et à faciliter la coopération culturelle. Le cas échéant, les programmes de coopération culturelle existants de la Communauté ou ceux d'un ou de plusieurs de ses Etats membres peuvent faire l'objet d'une coopération, et d'autres activités d'intérêt commun peuvent être entreprises.

TITRE X

COOPÉRATION FINANCIÈRE

Article 73

En vue de la réalisation des objectifs du présent Accord et conformément aux articles 74, 75 et 76, le Turkménistan bénéficie d'une assistance financière temporaire qui lui est accordée par la Communauté par le biais d'une assistance technique sous forme de dotations.

Article 74

Cette assistance financière est couverte par les mesures prévues dans le cadre du programme TACIS et le règlement du Conseil y relatif.

Article 75

Les objectifs et les domaines de l'assistance financière de la Communauté seront définis dans un programme indicatif reflétant les priorités établies fixé d'un commun Accord entre la Communauté et le Turkménistan, compte tenu des besoins du Turkménistan, de ses capacités sectorielles d'absorption et de l'évolution des réformes. Les Parties en informent le Conseil de coopération.

Article 76

Afin de permettre une utilisation optimale des ressources disponibles, les Parties veillent à ce qu'il y ait une coordination étroite entre l'assistance technique de la Communauté et les contributions d'autres intervenants, tels que les Etats membres, d'autres pays et des organisations internationales, telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

TITRE XI

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES ET FINALES

Article 77

Il est institué un Conseil de coopération, chargé de superviser la mise en œuvre du présent Accord. Le Conseil de coopération se réunit au niveau ministériel une fois par an. Il examine toute question importante se posant dans le cadre du présent Accord, ainsi que toute autre question bilatérale ou internationale d'intérêt commun, en vue d'atteindre les objectifs de cet Accord. Il peut également formuler, d'un commun accord entre les deux Parties, des recommandations appropriées.

Article 78

1. Le Conseil de coopération est composé, d'une part, de membres du Conseil de l'Union européenne et de membres de la Commission des Communautés européennes et, d'autre part, de membres du gouvernement du Turkménistan.

2. Le Conseil de coopération arrête son règlement intérieur.

3. La présidence du Conseil de coopération est exercée à tour de rôle par un représentant de la Communauté et par un membre du gouvernement du Turkménistan.

Article 79

1. Le Conseil de coopération est assisté, dans l'accomplissement de ses tâches, par un Comité de coopération composé, d'une part, de représentants des membres du Conseil de l'Union européenne et des membres de la Commission des Communautés européennes et, d'autre part, de représentants du gouvernement du Turkménistan, normalement au niveau des hauts fonctionnaires. La présidence du Comité de coopération est exercée à tour de rôle par la Communauté et le Turkménistan.

Le Conseil de coopération détermine, dans son règlement intérieur, la mission du Comité de coopération, qui consiste notamment à préparer les réunions du Conseil de coopération, ainsi que le mode de fonctionnement de ce comité.

2. Le Conseil de coopération peut déléguer tout ou partie de ses compétences au Comité de coopération, qui assurera la continuité entre les réunions du Conseil de coopération.

Article 80

Le Conseil de coopération peut décider de constituer tout autre comité ou organe propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches et détermine la composition, la mission et le mode de fonctionnement.

Article 81

Lors de l'examen d'une question se posant dans le cadre du présent accord par rapport à une disposition faisant référence à un article de l'un des accords constituant l'OMC, le Conseil de coopération prend en compte, dans toute la mesure du possible, l'interprétation généralement donnée de l'article en question par les membres de l'OMC.

Article 82

Il est institué une commission parlementaire de coopération. Cette commission constitue l'enceinte où les membres du Parlement turkmène et ceux du Parlement européen se rencontrent et échangent leurs vues, notamment sur les questions concernant le dialogue politique au niveau parlementaire. Elle se réunit selon une périodicité qu'elle détermine.

Article 83

1. La commission parlementaire de coopération est composée, d'une part, de membres du Parlement européen et, d'autre part, de membres du Parlement turkmène.

2. La commission parlementaire de coopération arrête son règlement intérieur.

3. La présidence de la commission parlementaire de coopération est exercée à tour de rôle par le Parlement européen et le Parlement turkmène, selon les modalités à prévoir dans le règlement intérieur.

Article 84

La commission parlementaire de coopération peut demander au Conseil de coopération de lui fournir toute information utile relative à la mise en œuvre du présent Accord ; le Conseil de coopération lui fournit les informations demandées.

La commission parlementaire de coopération est informée des recommandations du Conseil de coopération.

La commission parlementaire de coopération peut adresser des recommandations au Conseil de coopération.

Article 85

1. Dans le cadre du présent Accord, chaque Partie s'engage à assurer l'accès des personnes physiques et morales de l'autre Partie, sans aucune discrimination par rapport à ses propres ressortissants, aux juridictions et instances administratives compétentes des Parties afin d'y faire valoir leurs droits individuels et réels, y compris ceux relatifs à la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

2. Dans les limites de leurs pouvoirs et de leurs compétences respectifs, les Parties :

- encouragent le recours à l'arbitrage pour régler les différends découlant de transactions commerciales et de coopération conclues par les opérateurs économiques de la Communauté et ceux du Turkménistan ;
- conviennent que, lorsqu'un différend est soumis à arbitrage, chaque Partie au différend peut, sauf dans le cas où les règles du centre d'arbitrage choisi par les Parties en décident autrement, choisir son propre arbitre, quelle que soit sa nationalité, et que le troisième arbitre ou l'arbitre unique peut être un ressortissant d'un Etat tiers ;
- recommandent à leurs opérateurs économiques de choisir d'un commun accord la loi applicable à leurs contrats ;
- encouragent le recours aux règles d'arbitrage élaborées par la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et à l'arbitrage par tout centre d'un Etat signataire de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, signée à New York le 10 juin 1958.

Article 86

Aucune disposition du présent Accord n'empêche une Partie, dans les limites de ses pouvoirs et compétences respectifs, de prendre les mesures :

- a) Qu'elle estime nécessaire pour prévenir la divulgation d'informations contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité ;
- b) Qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions ou de matériel de guerre ou à la recherche, au développement ou à la production indispensables à sa défense, pour autant que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence pour les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires ;
- c) Qu'elle estime essentielles pour assurer sa sécurité en cas de troubles internes graves susceptibles de porter atteinte à la paix publique, en cas de guerre ou de grave tension internationale constituant un risque de guerre ou pour s'acquitter d'obligations qu'elle a acceptées en vue d'assurer le maintien de la paix et la sécurité internationale ;
- d) Qu'elle estime nécessaires pour respecter ses obligations et ses engagements internationaux en matière de contrôle des biens et des technologies industrielles à double usage.

Article 87

1. Dans les domaines couverts par le présent Accord et sans préjudice de toute disposition particulière y figurant :
 - le régime appliqué par le Turkménistan à l'égard de la Communauté ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les Etats membres, leurs ressortissants ou leurs sociétés ;
 - le régime appliqué par la Communauté à l'égard du Turkménistan ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les ressortissants du Turkménistan ou ses sociétés.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'entendent sans préjudice du droit des Parties d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale aux contribuables qui ne se trouvent pas dans une situation identique quant à leur lieu de résidence.

Article 88

1. Chaque Partie peut saisir le Conseil de coopération de tout différend relatif à l'application ou à l'interprétation du présent Accord.
2. Le Conseil de coopération peut régler les différends par voie de recommandation.
3. Au cas où il n'est pas possible de régler le différend conformément au paragraphe 2 du présent article, chaque Partie peut notifier la désignation d'un conciliateur à l'autre Partie, qui est alors tenue de désigner un deuxième conciliateur dans un délai de deux mois. Aux fins de l'application de cette procédure, la Communauté et les Etats membres sont considérés comme une seule partie au différend.

Le Conseil de coopération désigne un troisième conciliateur. Les recommandations des conciliateurs sont prises à la majorité. Ces recommandations ne sont pas obligatoires pour les Parties.

Article 89

Les parties conviennent de se consulter rapidement par les voies appropriées à la demande de l'une d'entre elles pour exa-

miner toute question relative à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord et à d'autres aspects pertinents de leurs relations réciproques.

Les dispositions du présent article n'affectent en aucune manière celles des articles 12, 88 et 94 et s'entendent sans préjudice de celles-ci.

Article 90

Le régime accordé au Turkménistan en vertu du présent Accord n'est en aucun cas plus favorable que celui que les Etats membres s'appliquent entre eux.

Article 91

Aux fins du présent Accord, le terme « Parties » désigne, d'une part, le Turkménistan et, d'autre part, la Communauté, ou les Etats membres, ou la Communauté et les Etats membres, conformément à leurs pouvoirs respectifs.

Article 92

Dans la mesure où les matières couvertes par le présent Accord sont couvertes par le traité sur la Charte européenne de l'énergie et ses protocoles, ce traité et ces protocoles s'appliquent, dès leur entrée en vigueur, à ces questions, mais uniquement dans la mesure où une telle application y est prévue.

Article 93

Le présent Accord est conclu pour une période initiale de dix ans, au terme de laquelle il est reconduit automatiquement d'année en année à moins qu'une des deux Parties ne le dénonce par notification écrite adressée à l'autre Partie six mois avant son expiration.

Article 94

1. Les Parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire pour s'acquitter de leurs obligations au titre du présent Accord. Elles veillent à ce que les objectifs énoncés dans le présent Accord soient atteints.

2. Si une Partie considère que l'autre n'a pas rempli une des obligations que lui impose le présent Accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, sauf en cas d'urgence spéciale, elle doit fournir au Conseil de coopération tous les éléments d'information pertinents nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de la recherche d'une solution acceptable pour les Parties.

Lors du choix de ces mesures, la priorité doit être donnée à celles qui perturbent le moins le fonctionnement du présent Accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement au Conseil de coopération à la demande de l'autre Partie.

Article 95

Les annexes I, II, III, IV et V ainsi que le protocole font partie intégrante du présent Accord.

Article 96

Le présent Accord ne porte pas atteinte, avant que des droits équivalents n'aient été accordés aux personnes et aux opérateurs économiques en vertu de cet accord, aux droits qui leur sont garantis par les Accords existants liant un ou plusieurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part, sauf dans des domaines relevant de la compétence de la Communauté et sans préjudice des obligations des Etats membres résultant du présent Accord dans des domaines relevant de la compétence de ces derniers.

Article 97

Le présent Accord s'applique, d'une part, aux territoires où les traités instituant la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique sont d'application et dans les conditions prévues par lesdits traités et, d'autre part, au territoire du Turkménistan.

Article 98

Le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne est le dépositaire du présent Accord.

Article 99

L'original du présent Accord, dont les exemplaires en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise, suédoise et turkmène font également foi, est déposé auprès du secrétaire général du Conseil de l'Union européenne.

Article 100

Le présent Accord est approuvé par les Parties selon les procédures qui leur sont propres.

Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les Parties notifient au secrétaire général du Conseil de l'Union européenne l'accomplissement des procédures visées au premier alinéa.

Dès son entrée en vigueur, et dans la mesure où les relations entre le Turkménistan et la Communauté sont concernées, le présent Accord remplace l'Accord entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et l'Union des républiques socialistes soviétiques, d'autre part, concernant le commerce et la coopération commerciale et économique, signé à Bruxelles le 18 décembre 1989.

Article 101

Si, dans l'attente de l'accomplissement des procédures nécessaires à l'entrée en vigueur du présent Accord, les dispositions de certaines parties de celui-ci sont mises en application par un Accord intérimaire entre la Communauté et le Turkménistan, les Parties conviennent que, dans ces circonstances, on entend par « date d'entrée en vigueur du présent Accord » la date d'entrée en vigueur de l'Accord intérimaire.

Fait à Bruxelles, le 25 mai 1998.

LISTE DES DOCUMENTS JOINTS

- Annexe I. – Liste indicative des avantages accordés par le Turkménistan aux Etats indépendants conformément à l'article 7, paragraphe 3.
- Annexe II. – Réserves de la Communauté conformément à l'article 21, paragraphe 2.
- Annexe III. – Réserves du Turkménistan concernant l'article 21, paragraphe 4.
- Annexe IV. – Services financiers visés à l'article 24, paragraphe 3.
- Annexe V. – Conventions relatives à la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale visées à l'article 40.

Protocole sur l'assistance administrative mutuelle en matière douanière.

ANNEXE I

LISTE INDICATIVE DES AVANTAGES ACCORDÉS PAR LE TURKMÉNISTAN AUX ETATS INDÉPENDANTS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 7, PARAGRAPHE 3

1. Taxation des importations/exportations.

Aucun droit à l'importation ou à l'exportation n'est prélevé. Les prestations telles que le dédouanement, les commissions et les autres droits prélevés par les douanes nationales, la Bourse de commerce de l'Etat et l'inspection des impôts ne sont pas dues pour les marchandises suivantes :

- importations de blé, d'aliments pour nourrissons, de denrées alimentaires vendues à la population à des prix contrôlés par l'Etat ;
- marchandises importées sur une base contractuelle et financées par le budget de l'Etat turkmène.

2. Conditions relatives au transport et au transit.

En ce qui concerne les Etats de la CEI qui sont parties à l'accord multilatéral « sur les principes et conditions des relations dans le domaine des transports » et/ou sur la base d'arrangements bilatéraux sur les transports et le transit, aucune taxe ou aucun droit n'est appliqué sur une base réciproque pour le transport et le dédouanement des marchandises (y compris des marchandises en transit) et le transit des véhicules.

Les véhicules des Etats de la CEI sont exempts de droits lorsqu'ils transitent par le Turkménistan.

ANNEXE II

RÉSERVES DE LA COMMUNAUTÉ
CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 21, PARAGRAPHE 2

Exploitation minière :

Dans certains Etats membres, l'exploitation des ressources minières et minérales par des sociétés échappant au contrôle de la Communauté peut être soumise à l'obtention préalable d'une concession.

Pêche :

L'accès aux ressources biologiques et aux fonds de pêche situés dans les eaux maritimes qui relèvent de la souveraineté ou de la juridiction des Etats membres de la Communauté ainsi que leur exploitation sont réservés aux bateaux de pêche battant pavillon d'un Etat membre de la Communauté et immatriculés sur le territoire de la Communauté, sauf dispositions contraires.

Achat de propriétés foncières :

L'achat de propriétés foncières par des sociétés non communautaires est réglementé dans certains Etats membres.

Services audiovisuels, y compris la radio :

Le traitement national en ce qui concerne la production et la distribution, notamment la radiodiffusion et les autres formes de diffusion publique, peut être réservé à des œuvres audiovisuelles répondant à certains critères d'origine.

Services de télécommunications, y compris les services mobiles et par satellite.

Services réservés :

Dans certains Etats membres, l'accès au marché des infrastructures et des services complémentaires est réglementé.

Services des professions libérales :

Services réservés aux personnes physiques ressortissantes des Etats membres. Ces personnes peuvent, dans certaines conditions, créer des sociétés.

Agriculture :

Le régime national n'est pas applicable, dans certains Etats membres, aux entreprises échappant au contrôle de la Communauté, qui souhaitent mettre une entreprise agricole sur pied. L'achat de vignobles par une société échappant au contrôle de la Communauté est subordonné à une procédure de notification ou, le cas échéant, à une autorisation.

Services des agences de presse :

Dans certains Etats membres, la participation étrangère dans des sociétés d'édition ou des sociétés de télévision ou radio-diffusion est limitée.

ANNEXE III

RÉSERVES DU TURKMÉNISTAN CONCERNANT L'ARTICLE 21,
PARAGRAPHE 4

1. En vertu de la législation turkmène, les sociétés ou les personnes physiques qui souhaitent investir dans certaines activités économiques au Turkménistan doivent pour ce faire disposer d'une autorisation. Les conditions de délivrance de ces autorisations ne doivent pas donner lieu à une discrimination entre sociétés turkmènes et étrangères.

Ces autorisations ne doivent dès lors pas être utilisées pour invalider les avantages accordés aux sociétés communautaires conformément à l'article 21, paragraphe 4 du présent accord, ni pour contourner toute autre disposition du présent accord. En particulier, elles ne peuvent servir à entraver l'établissement de sociétés communautaires dans tout domaine d'activité économique, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2 ci-après. Aucune autorisation ne peut être retirée sans être dûment justifiée et tout retrait de ce type peut faire l'objet d'une procédure d'appel et, le cas échéant, d'une procédure de règlement des différends.

2. Les réserves suivantes sont actuellement d'application :
Achat de biens fonciers (immeubles).

Les personnes et les sociétés étrangères ne sont pas autorisées à acheter du terrain. Toutefois, elles peuvent louer des parcelles à long terme.

Agriculture :

L'élevage de chevaux et de moutons « sardzhin » par des étrangers est soumis à certaines restrictions.

Sites et monuments historiques.

3. L'application des réserves visées au paragraphe 2 ci-dessus ne peut en aucun cas donner lieu à un traitement moins favorable que celui accordé aux sociétés de tout pays tiers. Tout assouplissement de ces restrictions sera étendu aux sociétés communautaires sur la base du traitement national ou du traitement de la nation la plus favorisée, si celui-ci est plus favorable.

Le futur développement de la législation turkmène relative aux investissements se fera conformément aux dispositions et à l'esprit du présent accord, et en particulier des principes généraux, des conditions relatives à l'établissement et au fonctionnement des entreprises et des dispositions relatives à la coopération dans le domaine législatif (titres I, IV et V), ainsi qu'à l'échange de lettres entre la Communauté et le Turkménistan concernant l'établissement de sociétés.

ANNEXE IV

SERVICES FINANCIERS VISÉS À L'ARTICLE 24, PARAGRAPHE 3

La notion de « services financiers » vise tout service à caractère financier proposé par les prestataires d'une des parties assurantes de tels services. Elle recouvre les activités suivantes :

A. – *Tous les services d'assurance et activités assimilées*

1. Assurance directe (y compris la co-assurance) :
 - i) vie ;
 - ii) non vie.
2. Réassurance et récession.
3. Activités des intermédiaires de l'assurance tels que courtiers et agents.
4. Services auxiliaires de l'assurance, tels que services de conseil, d'actuariat, d'évaluation de risques et de règlement de sinistres.

B. – *Les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)*

1. Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public.
2. Prêts de toutes natures, à savoir entre autres, le crédit à la consommation, le crédit hypothécaire, l'affacturage et le financement d'opérations commerciales.
3. Crédit-bail financier.
4. Services de paiements et de transferts monétaires, tels que cartes de crédit ou de débit, chèques de voyages et chèques bancaires.
5. Garanties et engagements.
6. Intervention pour compte propre, et pour le compte de clients, soit sur le marché boursier, le marché hors cote ou autres, à savoir :
 - a) Instruments du marché monétaire (chèques, traites, certificats de dépôt, etc.) ;
 - b) Devises ;
 - c) Produits dérivés, à savoir, entre autres, contrats à terme et options ;
 - d) Taux de change et taux d'intérêt, dont les produits tels que swaps, contrats de garantie de taux, etc. ;
 - e) Valeur mobilières transmissibles ;
 - f) Autres instruments et actifs financiers négociables, notamment réserves métalliques.
7. Participation aux émissions de titres de toutes natures, notamment souscriptions, placements (privés ou publics) en qualité d'agent et prestation de services se rapportant à ces émissions.
8. Activités de courtier de change.
9. Gestion des patrimoines, notamment gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion de placements collectifs, gestion de fonds de pension, services de garde, de dépôt ou de consignation.
10. Services de règlement et de compensation d'actifs financiers tels que valeurs mobilières, instruments dérivés et autres instruments négociables.
11. Services de conseils et autres services financiers auxiliaires se rapportant aux différentes activités énumérées aux points 1 à 10, notamment informations et évaluations sur dossiers de crédit, investigations et renseignements pour placements et constitution de portefeuilles, conseils relatifs aux prises de participation, restructurations et stratégies de sociétés.
12. Communication et transfert d'informations financières, activités de traitement de données financières et fourniture de logiciels spécialisés par les prestataires d'autres services financiers.

Sont exclues de la définition des services financiers les activités suivantes :

- a) Activités exercées par les banques centrales ou d'autres institutions publiques dans le cadre de politiques s'appliquant à la monnaie et au taux de change ;
- b) Activités assurées par les banques centrales, les organismes, administrations ou institutions publics pour le compte ou sous la caution de l'Etat, sauf dans le cas où ces activités peuvent être exercées par des prestataires de services financiers concurrents de ces collectivités publiques ;
- c) Activités s'inscrivant dans un système officiel de sécurité sociale ou de pension de vieillesse, sauf dans les cas où ces activités peuvent être exercées par des prestataires de services financiers concurrents de collectivités publiques ou d'institutions privées.

ANNEXE V

CONVENTIONS RELATIVES À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE VISÉES À L'ARTICLE 40

1. L'article 40, paragraphe 2 concerne les conventions multilatérales suivantes :

- convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Acte de Paris, 1971) ;
 - convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961) ;
 - arrangements de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (Acte de Stockholm, 1967, modifié en 1979) ;
 - protocole relatif à l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (Madrid, 1989) ;
 - arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (Genève, 1977, révisé en 1979) ;
 - traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977, modifié en 1980) ;
 - convention internationale pour la protection des obtentions végétales (acte de Genève, 1991).
2. Le Conseil de coopération peut recommander que l'article 42, paragraphe 2, s'applique également à d'autres conventions multilatérales. En cas de difficultés dans le domaine de la propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale qui affectent le commerce, des consultations sont organisées sans délai, à la demande de l'une des deux Parties, afin de trouver une solution mutuellement satisfaisante.

3. Les Parties confirment l'importance qu'elles attachent aux obligations qui découlent des conventions multilatérales suivantes :

- convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Acte de Stockholm, 1967, modifié en 1979) ;
 - traité de coopération en matière de brevets (Washington 1970, amendé et modifié en 1979 et 1984).
4. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, le Turkménistan accorde, sur le plan de la reconnaissance et de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, aux sociétés et aux ressortissants de la Communauté un traitement non moins favorable que celui qu'elle réserve à un quelconque pays tiers dans le cadre d'un accord bilatéral.
5. Les dispositions du paragraphe 4 ne s'appliquent pas aux avantages accordés par le Turkménistan à un pays tiers sur une base de réciprocité effective, ni aux avantages accordés par le Turkménistan à un autre pays de l'ex-URSS.

PROTOCOLE

CONCERNANT L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIÈRE DOUANIÈRE

Article 1^{er}

Définitions

Aux fins du présent protocole, on entend par :

- a) « Législation douanière » : les dispositions légales ou réglementaires applicables sur les territoires des Parties régissant l'importation, l'exportation, le transit des marchandises et leur

placement sous tout autre régime douanier, y compris les mesures de prohibition, de restriction et de contrôle adoptées par lesdites Parties ;

b) « Autorité requérante » : une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une Partie et qui formule une demande d'assistance en matière douanière ;

c) « Autorité requise » : une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une Partie et qui reçoit une demande d'assistance en matière douanière ;

d) « Données personnelles » : toute information relative à une personne identifiée ou identifiable.

e) « Infraction à la législation douanière » : toute violation ou tentative de violation de la législation douanière.

Article 2

Portée

Les Parties se prêtent mutuellement assistance, dans les domaines relevant de leurs compétences, de la manière et dans les conditions prévues par le présent protocole, afin d'assurer une application correcte de la législation douanière, notamment en prévenant et en décelant les infractions à cette législation et en menant des enquêtes à leur sujet.

2. L'assistance en matière douanière prévue par le présent protocole s'applique à toute autorité administrative des Parties contractantes compétentes pour l'application du présent protocole. Elle s'entend sous préjudice des règles régissant l'assistance mutuelle en matière pénale. De même, elle ne s'applique pas aux renseignements recueillis en vertu de pouvoirs exercés à la demande des autorités judiciaires, sauf lorsque la communication de ces renseignements est autorisée par lesdites autorités.

Article 3

Assistance sur demande

1. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise communique à celle-ci tout renseignement utile lui permettant d'assurer le respect de la législation douanière, notamment des renseignements concernant des opérations constatées ou projetées qui constituent ou sont susceptibles de constituer une infraction à cette législation.

2. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise informe celle-ci sur le point de savoir si les marchandises exportées du territoire de l'une des Parties ont été régulièrement introduites sur le territoire de l'autre Partie, en précisant, le cas échéant, le régime douanier sous lequel ces marchandises ont été placées.

3. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend, dans le cadre de sa législation, les mesures nécessaires pour s'assurer qu'une surveillance spéciale est exercée sur :

a) Des personnes physiques ou morales dont il y a raisonnablement lieu de penser qu'elles sont ou ont été impliquées dans une infraction à la législation douanière ;

b) Les sites de stockage de marchandises dont il y a lieu de supposer qu'ils vont être utilisés dans le cadre d'opérations contraires à la législation douanière ;

c) Les mouvements de marchandises signalées comme pouvant donner lieu à des opérations constituant une infraction à la législation douanière ;

d) Les moyens de transport dont il y a raisonnablement lieu de penser qu'ils ont été utilisés, sont utilisés ou sont susceptibles d'être utilisés pour des opérations constituant une infraction à la législation douanière.

Article 4

Assistance spontanée

Les Parties, de leur propre initiative ou conformément à leurs dispositions législatives et réglementaires et de leurs autres instruments juridiques, se prêtent mutuellement assistance sans demande préalable si elles considèrent que cela est nécessaire à l'application correcte de la législation douanière, en particulier lorsqu'elles obtiennent des renseignements se rapportant :

- à des opérations qui constituent, ou semble constituer à cette législation et qui peuvent intéresser d'autres Parties ;
- aux nouveaux moyens ou méthodes utilisés pour effectuer ces opérations ;

– aux marchandises dont on sait qu'elles donnent lieu à des opérations constituant une infraction à la législation douanière ;

– aux personnes physiques ou morales dont il y a raisonnablement lieu de penser qu'elles sont ou ont été impliquées dans des opérations constituant une infraction à la législation douanière ;

– aux moyens de transport dont il y a raisonnablement lieu de penser qu'ils ont été utilisés, sont utilisés ou sont susceptibles d'être utilisés pour des opérations constituant une infraction à la législation douanière.

Article 5

Communication, notification

Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend, conformément à sa législation, toutes les mesures nécessaires pour :

- communiquer tous documents, et
- notifier toutes décisions,

entraînant dans le domaine d'application du présent protocole, à un destinataire résidant ou établi sur son territoire. Dans ce cas, l'article 6, paragraphe 3, s'applique aux demandes de communication ou de notification.

Article 6

Forme et contenu des demandes d'assistance

1. – Les demandes formulées en vertu du présent protocole sont présentées par écrit. Elles sont accompagnées des documents nécessaires pour permettre de répondre aux demandes. Lorsque l'urgence de la situation l'exige, les demandes présentées verbalement peuvent être acceptées, mais elles doivent être immédiatement confirmées par écrit.

2. Les demandes présentées conformément au paragraphe 1 sont accompagnées des renseignements suivants :

a) L'autorité requérante qui présente la demande ;

b) La mesure requise ;

c) L'objet et le motif de la demande ;

d) La législation, les règles et les autres éléments juridiques concernés ;

e) Des indications aussi exactes et complètes que possible sur les personnes physiques ou morales qui font l'objet des enquêtes ;

f) Un résumé des faits pertinents et des enquêtes réalisées, sauf dans les cas prévus à l'article 5.

3. Les demandes sont établies dans une langue officielle de l'autorité requise ou dans une langue acceptable pour cette autorité.

4. Si une demande ne répond pas aux conditions formelles, il est possible de demander qu'elle soit corrigée ou complétée ; des mesures conservatoires peuvent cependant être ordonnées.

Article 7

Traitement des demandes

1. Pour répondre à une demande d'assistance, l'autorité requise procède, dans les limites de sa compétence et de ses ressources, comme si elle agissait pour son propre compte ou à la demande d'autres autorités de la même Partie, en fournissant les renseignements dont il dispose déjà, en procédant aux enquêtes appropriées. Cette disposition s'applique également au service administratif auquel la demande a été adressée par l'autorité requise lorsque celle-ci ne peut agir seule.

2. Les demandes d'assistance sont satisfaites conformément à la législation, aux règles et aux autres instruments juridiques de la Partie requise.

3. Les fonctionnaires dûment autorisés d'une Partie peuvent, avec l'Accord de l'autre Partie en cause et dans les conditions prévues par celle-ci, recueillir, dans les bureaux de l'autorité requise ou d'une autre autorité dont celle-ci est responsable, des renseignements relatifs aux opérations qui constituent ou sont susceptibles de constituer une infraction à la législation douanière dont l'autorité requérante a besoin aux fins du présent protocole.

4. Les fonctionnaires d'une Partie peuvent, avec l'Accord de l'autre Partie impliquée et selon les conditions fixées par cette dernière, être présents aux enquêtes menées sur le territoire de cette dernière.

Article 8

Forme sous laquelle les renseignements doivent être communiqués

1. L'autorité requise communique les résultats des enquêtes à l'autorité requérante sous la forme de documents, de copies certifiées conformes de documents, de rapports et de textes similaires.
2. Les documents prévus au paragraphe 1 peuvent être remplacés par des informations sur support informatique produites sous quelque forme que ce soit aux mêmes fins.
3. Les dossiers et documents originaux ne sont réclamés que lorsque les copies conformes sont jugées insuffisantes. Les originaux qui ont été transmis sont restitués dès que possible.

Article 9

Dérogations à l'obligation de prêter assistance

1. Les Parties peuvent refuser de prêter l'assistance prévue par le présent protocole si une telle assistance :
 - a) Est susceptible de porter atteinte à la souveraineté du Turkménistan ou à celle d'un Etat membre à qui une assistance a été demandée en vertu du présent protocole, ou
 - b) Est susceptible de porter atteinte à l'ordre public, à la sécurité ou à d'autres intérêts essentiels, en particulier dans les cas visés à l'article 10, paragraphe 2, ou
 - c) Fait intervenir une réglementation fiscale ou de change autre que la législation douanière, ou
 - d) Implique la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.
2. Si l'autorité requérante sollicite une assistance qu'elle ne pourrait pas elle-même fournir si elle lui était demandée, elle attire l'attention sur ce fait dans sa demande. Il appartient alors à l'autorité requise de décider de la manière dont elle doit répondre à cette demande.
3. Si l'assistance est refusée, la décision et les raisons qui l'expliquent doivent être notifiées sans délai à l'autorité requérante.

Article 10

Echange d'informations et obligation de respecter le secret

1. Tout renseignement communiqué, sous quelque forme que ce soit, en application du présent protocole revêt un caractère confidentiel ou restreint, en fonction des règles applicables dans chacune des Parties. Il est couvert par le secret professionnel et bénéficie de la protection accordée par les lois applicables en la matière par la Partie qui l'a reçu, ainsi que par les dispositions correspondantes s'appliquant aux instances communautaires.
2. Les données personnelles ne peuvent être échangées que si la Partie qui les reçoit s'engage à protéger ces données d'une façon au moins équivalente à celle applicable à ce cas particulier dans la Partie qui les fournit.
3. Les renseignements recueillis ne doivent être utilisés qu'aux fins du présent protocole. Lorsqu'une des Parties souhaite utiliser ces informations à d'autres fins, elle sollicite l'Accord écrit préalable de l'autorité qui les a fournis. Cette utilisation est alors soumise aux restrictions imposées par cette autorité.
4. Le paragraphe 3 ne fait pas obstacle à l'utilisation de renseignements dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées par la suite pour non-respect de la législation douanière. L'autorité compétente qui a fourni ces renseignements est avertie de cette utilisation.
5. Les Parties peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours de procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés conformément aux dispositions du présent protocole.

Article 11

Experts et témoins

Un agent d'une autorité requise peut être autorisé à comparaître dans les limites fixées par l'autorisation qui lui a été

accordée, comme expert ou témoin dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées dans les domaines relevant du présent protocole, par la juridiction d'une autre Partie, et à produire les objets, documents ou copies certifiées conformes de ceux-ci qui peuvent être nécessaires à la procédure. La demande de comparution doit indiquer avec précision dans quelle affaire, à quel titre et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

Article 12

Frais d'assistance

Les Parties renoncent de part et d'autre à toute réclamation portant sur le remboursement des frais résultant de l'application du présent protocole, sauf en ce qui concerne, le cas échéant, les indemnités versées aux experts et témoins ainsi qu'aux interprètes et traducteurs qui ne dépendent pas des services publics.

Article 13

Application

1. L'application du présent protocole est confiée aux autorités douanières centrales du Turkménistan, d'une part, aux services compétents de la Commission des Communautés européennes et, le cas échéant, aux autorités douanières des Etats membres de l'Union européenne, d'autre part. Ils décident de toutes les mesures et dispositions pratiques nécessaires pour son application, en tenant compte des règles en vigueur dans le domaine de la protection des données. Ils peuvent proposer aux organes compétents les modifications qui devraient, selon eux, être apportées au présent protocole.
2. Les Parties se consultent et s'informent ensuite mutuellement des modalités d'application qui sont adoptées conformément aux dispositions du présent protocole.

Article 14

Complémentarité

1. Compte tenu des compétences respectives de la Communauté européenne et des Etats membres, les dispositions du présent protocole :
 - ne portent pas atteinte aux obligations contractées par les Parties contractantes dans le cadre de tout accord ou convention internationale ;
 - sont réputées compléter les accords d'assistance mutuelle conclus ou susceptibles d'être conclus par des Etats membres et le Turkménistan ; et
 - ne portent pas atteinte aux dispositions régissant la communication entre les services compétents de la Commission et les autorités compétentes des Etats membres de toute information obtenue dans le cadre du présent Accord et qui pourrait présenter un intérêt pour la Communauté.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les dispositions du présent Accord l'emportent sur les dispositions des accords d'assistance mutuelle qui ont été ou pourraient être conclus entre les Etats membres et le Turkménistan dès lors que les dispositions de ces derniers sont incompatibles avec celles du présent protocole.
3. En ce qui concerne les questions d'applicabilité du présent protocole, les parties contractantes se consultent pour résoudre les problèmes dans le cadre du comité de coopération institué par l'article 79 de l'Accord.

ACTE FINAL

Les plénipotentiaires :

- du Royaume de Belgique ;
- du Royaume du Danemark ;
- de la République fédérale d'Allemagne ;
- de la République hellénique ;
- du Royaume d'Espagne ;
- de la République française ;
- de l'Irlande ;
- de la République italienne ;
- du Grand-Duché de Luxembourg ;
- du Royaume des Pays-Bas ;
- de la République d'Autriche ;
- de la République portugaise ;

- de la République de Finlande ;
- du Royaume de Suède ;
- du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne, au traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,

ci-après dénommées « Etats membres », et de la Communauté européenne, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de la Communauté européenne de l'énergie atomique,

ci-après dénommées « Communauté »,

d'une part, et

le plénipotentiaire du Turkménistan,
d'autre part,

Réunis à Bruxelles, le 25 mai 1998, pour la signature de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part, ci-après dénommé « Accord », ont adopté les textes suivants :

L'accord, y compris ses annexes, et le protocole suivant : protocole sur l'assistance mutuelle entre les autorités administratives en matière douanière.

Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté et les plénipotentiaires du Turkménistan ont adopté les déclarations communes mentionnées ci-après et jointes au présent Acte final :

Déclaration commune concernant les données à caractère personnel ;

Déclaration commune concernant l'article 5 de l'Accord ;
Déclaration commune concernant l'article 13 de l'Accord ;
Déclaration commune concernant la notion de « contrôle » figurant à l'article 23, point b, et 34 ;

Déclaration commune concernant l'article 33 de l'Accord ;
Déclaration commune concernant l'article 40 de l'Accord ;
Déclaration commune concernant l'article 94 de l'Accord.

Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté et les plénipotentiaires du Turkménistan ont également pris acte de l'échange de lettres suivant joint au présent Acte final :

Echange de lettres entre la Communauté et le Turkménistan concernant l'établissement des sociétés.

Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté et les plénipotentiaires du Turkménistan ont en outre pris acte de la déclaration suivante jointe au présent Acte final :

Déclaration du Gouvernement français.

Déclaration commune
concernant les données à caractère personnel

Lorsqu'elles appliquent le présent Accord, les parties sont conscientes de la nécessité d'assurer une protection adéquate des individus en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel et leur libre circulation.

Déclaration commune concernant l'article 5

Si les Parties conviennent que les circonstances justifient la tenue de réunions au plus haut niveau, celles-ci peuvent être organisées sur une base ponctuelle.

Déclaration commune concernant l'article 13

En attendant l'adhésion du Turkménistan à l'OMC, les Parties organisent des consultations au sein du comité de coopération relatives à la politique du Turkménistan en matière de droits à l'importation, y compris les modifications de protections tarifaires. Ces consultations sont plus particulièrement proposées avant l'augmentation des protections tarifaires.

Déclaration commune concernant la notion de « contrôle » figurant dans les articles 25, point b, et 34

1. Les Parties confirment qu'il est entendu que la question du contrôle dépend des circonstances de fait du cas particulier en cause.

2. Ainsi, par exemple, une entreprise est considérée comme « contrôlée » par une autre entreprise et de ce fait de celle-ci si :

- l'autre entreprise détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote, ou si

- l'autre entreprise a le droit de nommer ou de licencier une majorité des membres de l'organe administratif, de l'organe de gestion ou de l'organe de surveillance et si elle est en même temps actionnaire ou membre de la filiale.

3. Les deux Parties considèrent que les critères énoncés au paragraphe 2 ne sont pas exhaustifs.

Déclaration commune concernant l'article 33

Le seul fait d'exiger un visa pour les personnes physiques de certaines parties et non d'autres n'est pas réputé annuler ou affecter les avantages découlant d'un engagement spécifique.

Déclaration commune concernant l'article 40

Les Parties conviennent que, aux fins du présent Accord, les termes « propriété intellectuelle, industrielle et commerciale » comprennent, en particulier, la protection des droits d'auteur et des droits voisins, notamment les droits d'auteur de programmes d'ordinateur, les droits des brevets, des dessins et modèles industriels, des indications géographiques, notamment les appellations d'origine, des marques de produits et de services, des topographies de circuits intégrés ainsi que la protection contre la concurrence déloyale visée à l'article 10 *bis* de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et la protection des informations non divulguées relatives au savoir-faire.

Déclaration commune concernant l'article 94

Les Parties conviennent, aux fins de l'interprétation correcte et de l'application pratique du présent Accord, que les termes « cas particulièrement urgents » figurant dans l'article 94 de l'Accord signifient les cas de violation substantielle de l'Accord par l'une des deux Parties.

Une violation substantielle de l'Accord consiste :

- a) Dans le rejet de l'Accord non sanctionné par les règles générales du droit international, ou
- b) Dans la violation des éléments essentiels de l'Accord énoncés à l'article 2.

2. Les Parties conviennent que les « mesures appropriées » visées à l'article 94 sont des mesures prises conformément au droit international. Si une Partie prend une mesure dans un cas particulièrement urgent comme prévu à l'article 94, l'autre Partie peut faire appel à la procédure relative au règlement de différends.

A. – *Lettre du gouvernement du Turkménistan*

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord de partenariat et de coopération paraphé le.....

Ainsi que je l'ai souligné au cours des négociations, le Turkménistan accorde, à certains égards, aux sociétés de la Communauté qui s'établissent et exercent leurs activités au Turkménistan un régime privilégié. J'ai expliqué que cette mesure traduit la volonté du Turkménistan de favoriser au maximum l'établissement de sociétés de la Communauté au Turkménistan.

A ce sujet, je me permets de vous confirmer que pendant la période s'étendant du jour du paraphe du présent Accord à la date d'entrée en vigueur des articles correspondants relatifs à l'établissement des sociétés, le Turkménistan n'adoptera aucune mesure ou règlement qui, comparativement à la situation existant à la date du paraphe du présent Accord, serait susceptible de créer des discriminations ou d'aggraver des discriminations existantes envers les sociétés communautaires par rapport aux sociétés turkmènes ou aux sociétés d'un pays tiers.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir accuser réception de la présente lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Pour le gouvernement
du Turkménistan,

B. – *Lettre de la Communauté européenne*

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre d'aujourd'hui libellée comme suit :

« J'ai l'honneur de me référer à l'accord de partenariat et de coopération paraphé le.....

Ainsi que je l'ai souligné au cours des négociations, le Turkménistan accorde, à certains égards, aux sociétés de la Communauté qui s'établissent et exercent leurs activités au Turkménistan un régime privilégié. J'ai expliqué que cette mesure traduit la volonté du Turkménistan de favoriser au maximum l'établissement de sociétés de la Communauté au Turkménistan.

A ce sujet, je me permets de vous confirmer que pendant la période s'étendant du jour du paragraphe du présent Accord à la date d'entrée en vigueur des articles correspondants relatifs à l'établissement des sociétés, le Turkménistan n'adoptera aucune mesure ou règlement qui, comparativement à la situation existant à la date du paragraphe du présent Accord, serait susceptible de créer des discriminations ou d'aggraver des discriminations existantes envers les sociétés communautaires par rapport aux sociétés turkmènes ou aux sociétés d'un pays tiers.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir accuser réception de la présente lettre. »

J'accuse réception de la lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Au nom
de la Communauté européenne,

Déclaration du Gouvernement français

La France note que l'Accord de partenariat et de coopération avec le Turkménistan ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté européenne en vertu du traité instituant la Communauté européenne.

Fait à Bruxelles, le 25 mai 1998.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères
et européennes

NOR : MAEJ0911795L

PROJET DE LOI

autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part

ETUDE D'IMPACT

I. - Situation de référence et objectifs de l'accord ou traité

Cet accord de partenariat et de coopération (APC) succède à l'accord de commerce et de coopération signé entre la Communauté européenne et l'ancienne Union soviétique en décembre 1989. Après la reconnaissance des Etats issus de l'Union soviétique à la fin de l'année 1991, la Commission a pu engager des contacts exploratoires avec les autorités des nouvelles républiques indépendantes, afin de renégocier l'accord de 1989 sous formes d'accords de partenariat et de coopération. Ces derniers constituaient alors une « nouvelle génération » d'instruments juridiques au service des relations extérieures de la Communauté. Dépassant le champ des simples « accords de commerce et de coopération », ils ne prévoient toutefois pas, comme le font les accords de stabilisation et d'association avec les Balkans occidentaux, la possibilité d'une adhésion future à l'Union.

L'objectif d'un APC est de créer une base juridique unique pour l'ensemble des relations de l'Union européenne avec un pays donné (dialogue politique, droits de l'Homme, coopération culturelle et législative, immigration...) même si les clauses commerciales et économiques dominent. Il pose aussi les bases d'un renforcement continu des relations de l'UE avec ce pays au moyen des différents programmes d'action extérieure de l'Union. Dans le cas du Turkménistan, l'intérêt de l'APC est d'autant plus grand que ce pays n'est pas membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

A ce jour, des accords de ce type ont été signés avec la quasi-totalité des Etats de la CEI. La France a d'ores et déjà ratifié les accords signés avec la Russie, l'Ukraine, la Moldavie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et la Géorgie. L'accord avec le Turkménistan complète donc le maillage d'accords conclus par l'Union avec les Etats d'Asie centrale au moment où l'UE assure la mise en œuvre d'une Stratégie pour l'Asie centrale, adoptée par le Conseil européen de juin 2007. La ratification de l'accord permettra donc d'établir avec le Turkménistan un niveau de dialogue politique et de coopération en phase avec le niveau de coopération établi entre l'UE et les quatre autres voisins d'Asie centrale du Turkménistan, en cohérence avec la volonté des deux Parties de renforcer leurs liens, notamment dans le cadre posé par la Stratégie de l'UE pour l'Asie centrale.

II. - Conséquences estimées de la mise en œuvre de l'accord ou convention

Les bénéfices essentiels de cet accord pour l'UE sont l'institutionnalisation et le renforcement du dialogue politique, le développement des relations commerciales, la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire propice aux investissements et la promotion de la coopération régionale (avec l'objectif de désamorcer des tensions entre Etats de la région, notamment en matière de contrôle des frontières, de lutte contre les différentes formes de trafic, et de gestion de l'eau).

Conséquences économiques

L'accord traite largement des questions commerciales et d'investissements en reprenant les clauses standards des accords APC. Du fait que le Turkménistan n'est pas membre de l'OMC – ni même candidat – l'accord offre un cadre juridique sécurisé aux relations commerciales UE-Turkménistan. La mesure phare de l'accord est l'octroi réciproque du statut de la nation la plus favorisée. Cette mesure susceptible de développer les relations économiques entre l'UE et le Turkménistan aura cependant un impact relativement limité pour l'économie française vu le très faible volume de nos échanges avec ce pays. Il sera néanmoins positif, notre solde commercial avec le Turkménistan étant très largement positif.

Au niveau commercial, les relations entre la France et le Turkménistan sont en effet très limitées en volume bien que les statistiques du commerce extérieur donnent une vision limitée de ces relations car la plupart des commandes sont comptabilisées depuis Dubaï. En 2007 la France a exporté pour 37 M€ vers le Turkménistan (essentiellement de l'équipements mécaniques et de biens d'équipement). Depuis 10 ans, c'est principalement la réussite du groupe Bouygues (grands projets de constructions dans la capitale Achgabat) qui a permis de développer nos exportations et une présence économique française sur place : Vinci, DMT, Lafarge, Alstom et PME d'artisanat (céramique, luminaire, mobilier, tapisserie).

Les importations se limitent à 4 M€ (produits énergétiques et agricoles). C'est dans le domaine énergétique que se situe le plus large potentiel de croissance, le Turkménistan disposant de très larges réserves de gaz (prouvées et potentielles). La mise en exploitation de ces gisements on-shore et surtout off-shore en mer Caspienne nécessitera une expertise et du capital étranger (Total est ainsi déjà bien positionné).

Le climat des affaires reste difficile pour le secteur privé mais les réformes législatives permettent désormais aux investisseurs étrangers d'entrer sur les marchés, notamment ceux de l'énergie, en garantissant le droit à la propriété, à la terre et au rapatriement des profits. A long terme, la croissance économique soutenue du pays (notamment grâce à la rente énergétique) conjugué aux immenses besoins d'investissement (pétrochimie, eau mais aussi santé et éducation) devrait stimuler les Investissements Directs Étrangers dans le pays. L'accord UE-Turkménistan (titre IV notamment) permettra donc d'accompagner juridiquement ces évolutions et de favoriser la mise en œuvre des réformes.

En résumé, les clauses de cet accord en matière de commerce et d'investissements (élimination des discriminations en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement ; traitement national ou statut de la nation la plus favorisée ; libéralisation progressive des services transfrontaliers ; liberté du transfert de paiements et de capitaux ; amélioration de la protection des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale) permettent d'envisager, proportionnellement aux échanges limités entre la France et le Turkménistan, un renforcement des relations économiques et la promotion des investissements.

Comme il est typique dans ce type d'accord, certaines clauses permettent d'en atténuer les éventuels impacts négatifs si le développement des échanges devaient mettre en danger un secteur ou une filière spécifique dans un ou plusieurs Etats membres de l'Union. Par ailleurs, les produits textiles ne sont pas couverts par cet accord. Ils font l'objet d'un accord sectoriel précédent appliqué depuis 1996.

Conséquences financières

L'assistance financière de l'UE au Turkménistan relève depuis 2007 de l'Instrument pour la Coopération et le Développement (ICD). Indépendamment de l'entrée en vigueur de l'accord, une enveloppe de 22M€ a été définie pour la période 2007-2010 dans le cadre du programme multi-annuel indicatif mettant en œuvre la Stratégie de l'UE pour l'Asie centrale. Cette aide soutient des projets dans les domaines prioritaires suivants :

- réduction de la pauvreté et amélioration des conditions de vie ;
- développement régional et local;
- réforme au profit du développement rural et des secteurs sociaux;
- bonne gouvernance et réforme économique ;
- démocratisation et bonne gouvernance (défense de la société civile, du dialogue social et de la démocratisation, de la réforme judiciaire et de l'État de droit, amélioration de l'administration publique et de la gestion des finances publiques);
- réformes réglementaires dans les domaines du commerce et des marchés et le renforcement des capacités administratives.

Sans être strictement liés, l'accord (titre X) et l'assistance financière bilatérale de l'UE se complètent et se renforcent mutuellement. L'accord consolidera le cadre politique et juridique de l'assistance communautaire en renforçant la convergence d'objectifs et de valeurs entre l'UE et le Turkménistan.

Conséquences sociales

Aucunes à prévoir en France. L'accord ne libéralise pas l'accès des Turkmènes au marché du travail communautaire et prévoit même de renforcer la lutte contre l'immigration clandestine (réadmission).

Conséquences environnementales

La stratégie de l'UE pour l'Asie centrale prévoit un soutien à hauteur de 16,2M€ (2007-2010) pour des projets environnementaux d'envergure régionale. Là encore, l'entrée en vigueur de l'APC avec le Turkménistan permettra à l'UE de mieux pouvoir coopérer sur une base régionale avec les pays de la région dans le domaine environnemental : gestion de l'eau, lutte contre la désertification.

Conséquences juridiques

Cet accord permet de clarifier, sur le plan juridique, les relations entre l'Union européenne et le Turkménistan puisqu'il remplacera le précédent accord signé en 1989 avec l'Union soviétique dont le Turkménistan n'était alors qu'une des républiques constitutives. Aux termes de l'article 100 du présent accord, ce dernier remplacera le précédent dès son entrée en vigueur.

D'un point de vue juridique, l'intégralité des dispositions de l'accord est issue de différents chapitres de la législation communautaire, déjà mis en œuvre par les Etats membres de l'Union. La ratification de cet accord n'engendrera en conséquence aucune modification de l'état du droit français, ni des dispositions de nature constitutionnelle, ni de celles de nature législative ou réglementaire.

Conséquences administratives

Aucunes

III. - Historique des négociations

Après la reconnaissance des Etats issus de l'Union soviétique à la fin de l'année 1991, la Commission a pu engager des contacts exploratoires avec les gouvernants des nouvelles républiques indépendantes, afin de renégocier l'accord de 1989 avec l'Union soviétique. L'Union européenne a adopté le 5 octobre 1992 des directives de négociation relatives aux accords devant être conclus avec les République de la Communauté des Etats indépendants. Les négociations portant sur l'APC avec le Turkménistan se sont achevées le 24 mai 1997 et l'accord a été signé à Bruxelles en mai 1998.

IV. - Etat des signatures et ratifications

A l'été 2009, treize Etats avaient ratifié le traité. Un état actualisé des ratifications est en ligne sur le site du Conseil de l'UE à l'adresse :

<http://www.consilium.europa.eu/applications/Accords/details.asp?cmsid=297&id=1998010&lang=FR&doclang=FR>

Il n'a pas encore été ratifié par les Communautés européennes notamment en raison d'un blocage du Parlement européen lié à l'absence de progrès du Turkménistan en matière de droits de l'Homme. Le Parlement européen a cependant donné le 22 avril dernier un avis favorable à la conclusion de l'accord intérimaire avec le Turkménistan sur le commerce et les mesures d'accompagnement. Il est à noter que l'ACP prévoit des dispositions plus précises en matière de droits de l'Homme et la mise en place d'un dialogue politique régulier au niveau ministériel qui peut offrir l'occasion d'évoquer avec les autorités turkmènes la situation politique du pays et spécifiquement la question des droits de l'Homme en évoquant des cas concrets.

IV. - Réserves

Le Gouvernement français n'envisage pas de faire de réserves.